

**L'AFRIQUE À LA BOURRE POUR LE DÉVELOPPEMENT**  
*Cas de la République démocratique du Congo, pays mis sous le  
boisseau pendant trois décennies.*

**AFRICA IN RUSH FOR THE DEVELOPMENT**  
*Case of the Democratic Republic of Congo, a country put under  
the hood for three decades.*

**N'KONGOLO BADIKILA Paul**  
Doctorant en Sciences de Gestion  
(Option : Communication pour le Développement)  
Ecole Supérieure Robert de Sorbon® (ESRS)

**Pr NGANDU Freddy**  
Enseignant chercheur  
Professeur coordonnateur du programme doctoral de l'ESRS  
Spécialiste de Relations Internationales

**Date de soumission :** 15/12/2025

**Date d'acceptation :** 03/02/2026

**Pour citer cet article :**

N'KONGOLO BADIKILA P. & NGANDU F. (2026) «L'AFRIQUE À LA BOURRE POUR LE DÉVELOPPEMENT Cas de la République démocratique du Congo, pays mis sous le boisseau pendant trois décennies», Revue Internationale des Sciences de Gestion « Volume 9 : Numéro 1 » pp : 1031 - 1066

## RÉSUMÉ

L'expression "l'Afrique à la bourre du développement" signifie que le continent africain est en retard, voire en difficulté, dans son processus de développement économique et social, malgré son potentiel, faisant face à des freins comme la pauvreté, les guerres, les mauvaises mentalités, etc.

C'est en voyant l'ampleur des massacres des populations civiles à Goma et à Bukavu en janvier 2025, que le monde entier a compris le fond de la crise qui ravage la partie Est de la République démocratique du Congo depuis trente ans. Il sait désormais qu'il y a une agression avérée, organisée par le Rwanda et ses parrains pour mettre la RDC sous coupe réglée, en l'exploitant abusivement et de manière répétée, souvent par la spoliation des ressources naturelles, des terres et par des exécutions sommaires.

Jean-Luc Mélenchon, homme politique français en visite à l'Université de Kinshasa en octobre 2023 a déclaré devant la communauté universitaire : « Je ne me tairai pas sur ce qui se passe en République démocratique du Congo jusqu'à ce que l'Europe ait honte de sa cruauté et que l'Afrique se gêne de son silence ».

Cette posture iconoclaste de Jean-Luc Mélenchon, souligne son engagement contre les souffrances infligées à ce pays, dénonçant la cruauté européenne et le silence de l'Union africaine. Il exprime sa détermination à ne pas se taire face à cette situation qui dure depuis trois décennies. Son approche critique a inspiré notre réflexion pour rédiger cet article.

**Mots-clés :** Conflits ; Défis ; Développement durable ; Solutions idoines

## SUMMARY

The expression "Africa on the verge of development" means that the African continent is behind, even in difficulty, in its process of economic and social development, despite its potential, facing obstacles such as poverty, wars, bad mentalities, etc.

It was by seeing the extent of the massacres of civilian populations in Goma and Bukavu in January 2025, that the whole world understood the depth of the crisis that has been ravaging the eastern part of the Democratic Republic of the Congo for thirty years. He now knows that there is a proven aggression, organized by Rwanda and its sponsors to put the DRC under control, by abusing it repeatedly, often through the despoliation of natural resources, land and summary executions.

Jean-Luc Mélenchon, a French politician visiting the University of Kinshasa in October 2023, declared to the university community: "I will not be silent on what is happening in the Democratic Republic of the Congo until Europe is ashamed of its cruelty and Africa is embarrassed by its silence."

This iconoclastic stance by Jean-Luc Mélenchon highlights his commitment against the suffering inflicted on this country, denouncing European cruelty and the silence of the African Union. He expresses his determination not to remain silent in the face of this situation which has lasted for three decades. His critical approach inspired our reflection to write this item.

**Keywords:** Conflicts; Challenges; Sustainable Development; Appropriate Solutions

## ABREVIATIONS ET ACRONYMES

AES – Alliance des Etats du Sahel (Burkina Faso, Mali et Niger) une dissidence de la CEDEAO  
AFC – Alliance du Fleuve Congo (un groupe rebelle créé en 2024 contre le pouvoir de la RDC)  
AFLEG - Application des législations et de la gouvernance dans le domaine forestier en Afrique  
AGNU - Assemblée Générale des Nations Unies pour l'environnement  
CEDEAO – Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest  
CEA – Communauté de l'Afrique de l'Est  
CEEAC – Communauté Economiques des Etats d'Afrique Centrale  
CENCO – Conférence épiscopale nationale du Congo  
CIRGL – Conférence internationale sur la région des Grands Lacs  
CITES - Convention sur le commerce international de faune et de flore sauvages en voie d'extinction  
CMAE - Conférence Ministérielle africaine sur l'Environnement  
COMESA – Marché commun de l'Afrique orientale et australe  
CONOPS – Concept d'opérations militaires harmonisé de neutralisation des FDLR et de désengagement des forces/c-à-d levée des mesures défensives par le Rwanda du 31 octobre 2024  
CPI – Cour Pénale Internationale  
EAC-RF - *Eastern African Community-Regional Force*  
ECC – Eglise du Christ au Congo (Union de 64 confessions protestantes en RDC)  
FARDC – Forces armées de la République démocratique du Congo  
FDLR – Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (groupe armé né en 2000 à l'est du Congo)  
HCR – Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés  
ICWC – Consortium international de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages  
INN - Pêche illicite, non déclarée et non réglementée  
MIKE - Programme de Suivi de l'Abattage illégal des éléphants (MIKE en anglais)  
M23 - Mouvement du 23-mars (C'est un groupe armé, actif dans le Nord-Kivu, soutenu par le Rwanda)  
MONUSCO – Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RDCongo  
OMD - Organisation Mondiale des Douanes  
OMI - Organisation Maritime Internationale  
ONU – Organisation des Nations Unies  
ONUSC - Office des Nations Unies contre la drogue et le crime  
P-DDRCS – Processus de désarmement, démobilisation, réinsertion communautaire et stabilisation  
PIC - Partenaires de coopération internationaux  
PNC – Police nationale congolaise  
PNUD - Programme des Nations Unies pour le développement  
PNUE - Programme des Nations Unies pour l'environnement  
RDC – République démocratique du Congo  
RDCongo – République démocratique du Congo  
SADC – *Southern African Development Community*  
SAMIDRC – *SADC Mission in the Democratic Republic of Congo*  
SYVBAC - SYstème de suivi de la filière Viande de Brousse en Afrique Centrale  
UA – Union africaine  
UNITA - União Nacional para a Independência Total de Angola  
UNTOC - Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée  
UNCAC - Convention des Nations Unies contre la corruption  
USAID – *United States Agency for International Development*  
ZLECAf – Zone de libre-échange continentale africaine

## INTRODUCTION

La République démocratique du Congo devrait tout faire pour extirper l'écharde rwandaise ancrée dans sa peau pour prétendre à une marche convenable vers le développement durable. Depuis trois décennies, ce pays a complètement perdu sa place dans le concert des nations à cause d'agressions, d'expropriation des terres, et de pillages de ressources naturelles<sup>1</sup> : les dirigeants politiques, les dignitaires religieux, les chefs traditionnels, les officiers militaires, les élites de la société civile, les opérateurs économiques, les multinationales, les médias, les pays voisins, les mandataires de la communauté internationale...sont soupçonnés d'être de mèche avec les prédateurs.

La "déconstruction" de la RDC durant trois décennies par l'ingérence rwandaise dans toutes les institutions (politique, militaire, économique) a participé à la fragmentation de ce pays, au pillage de ressources naturelles et à l'enlisement dans d'interminables conflits ; tandis que la "restauration du puzzle" de la RDC semble poindre à l'horizon grâce à la médiation américaine et qatarienne, mais on observe aussi une bousculade d'autres médiations qui cachent mal des intérêts inavoués.

Notre problématique s'appuie sur les quatre points clés évoqués sous forme de questionnement :

- Ingérence et Conflits (Nord-Kivu) : Depuis les indépendances africaines, la RDC et le Rwanda avaient vécu en bonne intelligence ; pourquoi l'avènement du régime de Paul Kagame en 1994, le ciel s'est assombri entre les deux Etats avec des crimes de guerre et une instabilité persistante ?
- Impact Économique et Social : La guerre de prédation cible les ressources naturelles, aggravant la pauvreté, le chômage et limitant l'accès aux services sociaux. Comment débloquer une telle situation qui dure depuis trois décennies ?
- "Restauration" et Souveraineté : Le processus de "restauration du puzzle RDC" symbolise la volonté de Kinshasa de reprendre le contrôle intégral du territoire national, de refonder l'armée nationale (FARDC) et de restaurer la souveraineté face à l'ingérence extérieure. Est-ce possible ?

---

<sup>1</sup> Mandefu Malemba, O. (2025), « Les causes des conflits armés dans la partie Est de la République démocratique du Congo « Analyse et Perspective », International Journal of Progressive Sciences and Technologies (IJPSAT), Vol. 52 No. 2 September 2025, pp. 479-485

• **Contexte Régional et Ambitions** : Le Rwanda cherche à se positionner comme un hub financier et industriel, soutenu par une croissance rapide, ce qui contraste avec la déstabilisation de l'est de la RDC. Cette situation pourrait-elle à nouveau être envisageable et viable ?

Tout cela montre que la "déconstruction" de la RDC est le fruit d'une combinaison de facteurs internes et d'agressions extérieures qui entravent le développement et la stabilisation de la région.

Notre objectif principal est d'essayer de comprendre le retard de développement de l'Afrique, malgré les opportunités. Au fil des ans, le continent ressemble à un infortuné qui a perdu toute sa richesse au jeu du hasard et qui se plaint d'être victime d'un sortilège. Or, il avait toutes ses cartes en main ; mais hélas ! il n'est pas parvenu à faire de bons choix.

Nos trois objectifs secondaires consistent à :

- Revisiter la vision du panafricanisme, à savoir : « la construction d'une Afrique intégrée, prospère et pacifique, dirigée par ses propres citoyens, avec la ferme volonté de galvaniser une force dynamique sur la scène internationale ».
- Mobiliser les opérateurs privés à saisir la perche des opportunités d'affaires pour eux-mêmes, pour leurs pays en vue de faire émerger une Afrique puissante.
- Insuffler l'esprit d'entrepreneuriat aux jeunes Africains, malgré le pessimisme ambiant, en mettant l'accent sur la préservation de la paix et de la sécurité.

La guerre dans l'est de la RDC est analysée à travers deux théories principales<sup>2</sup> : la guerre de pillage des ressources naturelles (« minerais du sang ») et les dynamiques identitaires/géopolitiques héritées du génocide rwandais de 1994, notamment la protection des populations Tutsis et la poursuite des FDLR. Le conflit combine des enjeux économiques, impliquant divers groupes armés comme le M23, avec des tensions de souveraineté et de sécurité régionale.

• **Théorie du pillage et dégradation humaine (Olivier Christin)** : Cette approche met en lumière la transformation des ressources naturelles en moteurs de conflit, où des acteurs armés exploitent illégalement des minerais, prenant en otage les territoires et aggravant les crises écologiques et humanitaires.

---

<sup>2</sup> Stearns J. (2018), *L'ancrage social des rébellions congolaises : Approche historique de la mobilisation des groupes armés en République démocratique du Congo*, Revue Afrique contemporaine N°265, De Boeck Supérieur, 184 pages

• **Théorie de l'affaiblissement de l'État (Carl Von Clausewitz)** : Le conflit est analysé comme un duel pour des enjeux économiques, une quête territoriale soutenue internationalement, et une stratégie de déstabilisation visant à empêcher la structuration de l'État congolais.

L'analyse de la guerre à l'est de la RDC nécessite une approche pluridisciplinaire combinant l'analyse géopolitique, les études sur les conflits, la recherche en droits humains et la méthode de l'analyse de contexte (PNUD). Toutes ces approches permettent de cartographier les acteurs, de comprendre l'exploitation des ressources et de résoudre la crise.

Voici les principales méthodologies scientifiques applicables<sup>3</sup> :

- *Analyse géopolitique et géostratégique* : elle examine le rôle des acteurs étatiques (RDC, Rwanda) et régionaux, en étudiant l'impact de la géographie sécuritaire sur la déstabilisation.
- *Analyse des conflits (Conflict Mapping)* : cette méthode permet de cartographier la multitude de groupes armés, d'identifier leurs motivations, leurs sources de financement (ressources naturelles) et leurs commandements.
- *Approche des Droits Humains (Human Rights Approach)* : elle documente les violations graves, les atrocités contre les civils et l'impunité, pour qualifier la situation en droit international.
- *Méthodes quantitatives et qualitatives* : utilisation de sondages, entretiens, et observations de terrain pour évaluer l'impact sur la population. Pour protéger nos sources en assumant l'analyse largement descriptive sans nommer des individus ni des lieux concernés par l'opérationnalisation.
- *Analyse du "Nexus" (Humanitaire-Développement-Paix)* : adoptée par le PNUD pour lier la réponse d'urgence à une vision de long terme, en analysant le contexte de l'extrémisme violent.
- *Études de la résilience et mécanismes endogènes* : analyse des modes de résolution locaux et traditionnels des conflits pour la pacification.

Nous savons profondément que notre article traite d'un sujet politiquement et socialement sensible, à forte charge émotionnelle. Nous assumons une telle responsabilité comme Voltaire qui disait : « Pour une cause noble, je ne peux pas me taire ». Car, il incarne l'impératif moral de briser le silence face à l'injustice ou pour défendre des valeurs fondamentales, faisant écho

---

<sup>3</sup> Organisation des nations unies, (2012) : Rapport sur la sécurité en RDC. Consulté le 22 Février 2025, In <https://main.un.org/securitycouncil/en/sanctions/1533/materials/summaries/entity/forces-democratiques-de-liberation-du-rwanda->

à l'idée que protester devient nécessaire quand l'action s'impose. C'est un appel à l'engagement, à la prise de parole courageuse et à la défense de la justice, souvent motivé par une conviction profonde.

C'est ainsi que nous apprécions des efforts diplomatiques, tels que les Accords de Washington, sont en cours pour tenter de résoudre ce conflit persistant, comme le souligne *cd.usembassy.gov*.

Le plan de notre article se decline de la manière suivante :

- Résumé / *Summary*
- Abréviations et Acronymes
- Introduction
- Analyse factuelle de la République démocratique du Congo
- Cadre théorique des conflits armés
- Conclusion
- Références bibliographiques

## 1. ANALYSE FACTUELLE DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

La ruée vers les minerais de l'Afrique constitue la principale cause des conflits armés sur le continent. En RDC, les ressources naturelles attirent la convoitise des voisins et d'autres pays depuis longtemps. Des rapports d'experts ont condamné l'exploitation illicite des minerais de la RDC, tel que le gisement stratégique de coltan de Rubaya, par le Rwanda et ses protégés congolais, à l'instar des rebelles du M23.



Source : Le Monde



La mine de coltan de Rubaya constitue la preuve accablante de la voracité du Rwanda, accusé de s'approprier illégalement les richesses minérales de son voisin. Les ressources naturelles présentes en République démocratique du Congo font sans cesse le bonheur de nombreux pays depuis 1960. Sous la colonisation, le caoutchouc et le cuivre avaient enrichi les entreprises de la Belgique. A l'accession du Congo à l'indépendance, la première génération des leaders congolais était naïve, et loin de comprendre les mécanismes d'enrichissement illicite montés par les colons pour la spoliation, si bien que le président Joseph Kasa-Vubu et son Premier ministre Patrice Lumumba se battaient pour le décorum politique quand Moïse Tshombé au Katanga et Albert Kalonji au Kasaï étalaient l'opulence. Durant le long règne de Mobutu, il a amadoué la haute finance en lui offrant l'attractivité du Congo. Après le génocide rwandais, Paul Kagame a défoncé l'enclos du Congo pour dérober des aires minières, il a agressé le Congo quatre fois : en 1996, en 1998, en 2012 et en 2021 avec l'aide des multinationales.

En fin avril 2024, le Rwanda s'est emparé de la zone minière de Rubaya, située aux confins de l'Est de la RDC, qui produirait de 20 à 30 % du coltan mondial (le tantale composant de téléphone portable). Mais, Paul Kagame a continué de débiter des rebuffades sur la présence de ses troupes au Congo, malgré que personne ne croit plus au prétexte de recherche des éléments de FDLR et de porter secours au M23. Rubaya est devenue une zone de guerre où s'affrontent le Rwanda et la RDC par l'entremise d'une centaine de groupes armés échappant au contrôle de l'Etat congolais.

Depuis plus de trente ans, la partie Est du Congo-Kinshasa connaît davantage l'insécurité et l'instabilité. Divers fronts de conciliation sont utilisés : militaires, politiques, diplomatiques, médiatiques, et spirituels. Des groupes armés aux contours et aux revendications opaques, sont sponsorisés par une multitude de protagonistes pour des razzias qui laissent les populations civiles pauvres, humiliées et désabusées. Ces groupes de criminels qui violent et exterminent les familles entières, en procédant au remplacement.

L'armée congolaise, désarticulée, sans solde idoine ni sécurité sociale, n'arrive à assurer la défense de l'intégrité du territoire national. Si bien que, la rébellion M23, telle une sirène à la tête rwandaise et à la queue congolaise, s'est emparée de localités dans l'Est du Congo, sans combattre mais en tuant les civils. Les jeunes civils dans les zones occupées se sont constitués en milices d'autodéfense (Wazalendo). Mais, la plupart des congolais s'agrippent à l'idée de mener une guerre par procuration, en comptant des kamikazes étrangers qui viendraient mourir à leur place pour neutraliser ces agresseurs impénitents. L'incurie d'une classe politique nauséabonde, clochardisée au temps de Mobutu, se révèle en chamailleries. Tels les crabes dans



un sac en osier, ils passent le temps entre griffures et dialogues, laissant place aux étrangers d'occuper et de piller allègrement la RDCongo, avec leur complicité, depuis plusieurs années. Ces gens agissent comme des thériens, c'est-à-dire des êtres humains transformés en animaux, allant fricoter avec le régime du Rwanda à Kigali pour avoir des postes de responsabilité et travailler en RDC, ou renverser les institutions légales. Ils se bornent à rêver d'un pouvoir pour servir les intérêts étrangers. La jeunesse actuelle (les trentenaires de tous bords politiques) en RDCongo nourrit un ressentiment profond envers le Rwanda et ses affidés congolais. Elle mène la fronde contre les auteurs de cet abâtardissement. Peut-être que c'est cette jeunesse qui sonnera la révolte contre le Rwanda.

Le Congo est une obsession pour Paul Kagame. Le mercredi 14 janvier 2025, en échangeant les vœux de nouvel an avec les diplomates accrédités à Kigali, le président rwandais est apparu méconnaissable devant les médias du monde entier : multipliant les paroles billevesées, laissant entrevoir un état de déséquilibre physique ou mental comme si une chose horrible lui eût apparu. Ce jour-là, il avait l'air d'avoir perdu trois choses : il a perdu son sang-froid, il a perdu pied dans les Grands Lacs, et il a perdu le bon sens. En une heure et cinq minutes, il a parlé du Congo pendant cinquante minutes, et il n'a réservé que quinze minutes à la situation du Rwanda ; par contre son homologue congolais s'est adressé aux diplomates à Kinshasa, dans un discours de quarante-cinq minutes dont trente-cinq destinées au Congo et dix minutes au Rwanda.

La tension est vive entre les deux hommes qui se donnent des coups, par le biais d'armées numériques. Si les partisans de Kagame le voient comme un dirigeant visionnaire qui a su sortir son pays de l'abîme après le génocide, ses détracteurs disent qu'il est un monstre qui a longtemps tétanisé l'Afrique. L'impétueux président rwandais est tombé en désuétude du fait qu'on lui reproche sa propension à étendre l'hégémonie nilotique (Kalenjin, Tutsi, Karamojong, Luo, Turkana) sur l'Afrique subsaharienne. Le président congolais a déboulé le système de Kagame. Ce dernier a décidé de déstabiliser le Congo par l'entourloupe d'un corps expéditionnaire fait d'Ougandais, Kenyans et Sud-Soudanais<sup>4</sup>. Le 24 janvier 2025, Félix Tshisekedi est invité au Forum économique de Davos, tandis que Paul Kagame est allé en Turquie solliciter la médiation du président Recep Tayyip Erdoğan dans la crise opposant le Rwanda à la RDCongo. Paradoxalement à cette démarche pacifique, il avait un plan d'invasion de la ville congolaise de Goma. Dans la nuit du dimanche 26 janvier 2025, il a envoyé l'armée rwandaise à Goma, ville d'un million d'habitants, pour l'occuper, massacrer les populations

<sup>4</sup> Roméo, L. (2023) : Quels sont les principaux groupes armés actifs dans l'Est de la Rd Congo ? In France 24.com

civiles non armées en vue d'installer une administration parallèle. Cela pousserait Kinshasa à négocier avec M23.

L'offensive a trouvé une résistance des soldats congolais jusqu'au mercredi 29 janvier 2025.

La situation humanitaire a été très critique à Goma : Internet, l'eau courante et l'électricité coupés. Le carnage à Goma a fait 9000 morts, à Bukavu 3000 : des femmes et des enfants violés et tués. L'histoire retiendra pendant longtemps les cinq enseignements de ces *horribilis dies* :

1. La versatilité du président rwandais soufflant le chaud (l'agression) et le froid (la quête de la paix) ;
2. La félonie<sup>5</sup> des treize généraux congolais laissant leurs troupes et les armes dans une ville assiégée ;
3. La bravoure des jeunes officiers militaires qui ont lutté mains nues contre les escadrons de la mort ;
4. La frilosité de la Communauté internationale dévoilant l'inconfort de sa duplicité et sa permissivité ;
5. L'instabilité causée en Afrique aujourd'hui prépare le déferlement de crises aux portes de l'Europe.

Le Burundais Evariste Ndayishimiye a déclaré le 31 janvier 2025 que les géants impérialistes créent l'embrasement de la région des Grands Lacs *via* le Rwanda tel qu'on le voit à l'Est de la RDCongo. La mobilisation des Congolais de la diaspora depuis le 1<sup>er</sup> février (à Bruxelles, à Pretoria, à Paris, à Berlin, à Rome, à Londres, à Genève...) et ceux de l'intérieur du pays a permis de passer un message au monde en faveur du sang congolais versé avec atrocités pour satisfaire les multinationales. Ils ont scandé des chants et des cris de révolte pour susciter la clameur publique en Occident. Les deux séances du Conseil de Sécurité de l'ONU sur la crise entre Rwanda et la RDC, la réunion 9849 du dimanche 26 janvier et la réunion 9852 du mardi 28 janvier 2025 à New-York n'ont débouché que sur de mièvres condamnations de l'agression, sans aucune sanction à l'encontre de l'agresseur. Un mal pour un bien, l'attaque de Goma et les massacres ont ouvert les yeux de gens en Afrique et dans le monde pour voir le Rwanda exécutant la sale besogne au Congo. Le vendredi 21 février 2025, le Conseil de Sécurité de l'ONU a pu voter à l'unanimité la résolution 2773 condamnant et sanctionnant le Rwanda et les rebelles de M23 qui se croyaient intouchables.

Les Etats-Unis ont sanctionné le jeudi 20 février 2025 le général rwandais à la retraite James Kabarebe et le porte-parole de la rébellion M23, Lawrence Kanyuka, pour leur rôle clé dans la guerre d'agression<sup>6</sup>. L'Occident est pris la main dans le sac, du fait qu'il pousse les dirigeants africains au maraudage des ressources naturelles de façon éhontée. Cela provoque des remous

---

<sup>5</sup> Agenzia, F. (2025) : Afrique/Rd Congo « la fuite des hauts responsables militaires a-t-elle favorisé la conquête de Goma ? ». Consulté le 14 Mars 2025. <https://www.fides.org>

<sup>6</sup> Stearns, J. (2023) : Un enfer passé sous silence : l'infâme guerre sans fin au Congo, le 1er mars 2023. Les crises In <https://www.les-crisis.fr/un-enfer-passe-sous-silence-l-infame-guerre-sans-fin-au-congo/>. Consulté 19 janvier 2024

dans le Sahel et les Grands Lacs. Quant aux Etats africains, ils gardent le mutisme du principe de non-ingérence et marchent à pas comptés, notant le rapport de forces sur le terrain, et l'évolution d'initiatives diplomatiques régionales. Mais, beaucoup d'experts affirment *in petto* que Kagame est un élément clivant ; et son plan secret vise à dynamiter la RDCongo pour que ses neuf voisins héritent chacun d'une portion d'Etat en ruine.

A titre d'illustration, le mercredi 29 janvier 2025, le président rwandais s'en est pris à son homologue sud-africain, Cyril Ramaphosa, dont la présence des troupes de son pays à l'Est de la RDC, l'a contrarié. Face à la salve de condamnations internationales, le Rwanda continue à faire le dos rond, en rejetant depuis mardi 18 février 2025, les critiques et les sanctions prises par l'Allemagne, la Belgique, le Canada, le Royaume-Uni, les Etats-Unis, à son encontre dans les attaques perpétrées à l'Est du Congo.

La France a dépêché le jeudi 30 janvier 2025 son chef de la diplomatie, Jean-Noël Barrot, à Kinshasa et à Kigali, pour rencontrer successivement le président congolais et le président rwandais et pour demander le retrait des troupes rwandaises de l'Est de la RDC. De même que le Parlement européen, choqué par la prise de Goma par le M23 soutenu par le Rwanda, a convoqué le jeudi 30 janvier 2025 une session spéciale dans le but d'analyser la situation sécuritaire et humanitaire au Nord-Kivu. Ils ont reconnu que cette situation dure depuis trente ans : le Rwanda pille les minerais du Congo. Le jeudi 13 février 2025, le parlement européen a voté (443/495) la suspension du Mémorandum d'entente entre UE-Rwanda pour les matières premières critiques jusqu'à ce que le Rwanda retire ses troupes du Congo, cesse de soutenir le M23 et cesse d'exporter des minerais pillés souvent au Congo. Le Conseil de l'Union européenne qui a reconnu la gravité de la situation sur le terrain, a suspendu le 25 février 2025 des consultations en matière de défense entre l'Union Européenne et le Rwanda.

Un sommet extraordinaire des dirigeants de la Communauté de développement de l'Afrique australe (la SADC) s'est tenu le vendredi 31 janvier 2025 au Zimbabwe pour trouver les solutions à ce conflit. A cette occasion, la SADC a réaffirmé son soutien à la RDC en maintenant sa force déployée depuis la fin de 2023 dans le cadre de la mission SAMIDRC, qui comprend 2 900 soldats sud-africains, malawites et tanzaniens. Mais, ils ont lâché prise le 12 mars 2025 en décidant de retirer les troupes de SAMIDRC de la RDC pour favoriser le retour de la paix. Ces forces ont payé un lourd tribut dans les affrontements de Goma: dix-sept soldats, dont treize Sud-Africains, un uruguayen et trois malawites ont été tués. La RDC a déposé les requêtes devant la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples à Arusha (Tanzanie) et à la Cour Pénale Internationale (CPI) à La Haye contre les violations des droits humains.

En RDC, le président Félix Tshisekedi a reçu, le lundi 4 février 2025, les chefs religieux des églises catholiques et protestantes, à leur demande, pour évoquer la crise sécuritaire dans l'Est du pays et l'occupation de Goma par le M23 et l'armée rwandaise. Les deux églises ont présenté au chef de l'État leur projet de sortie de crise, baptisé « Pacte social pour la paix », pour la cohésion nationale.

Les présidents de deux chambres du Parlement congolais ont convoqué séparément, une session extraordinaire, le mardi 04 février 2025, pour statuer sur la situation sécuritaire dans l'Est du pays.

Le vendredi 07 février 2025, il y a eu à Genève la 37<sup>e</sup> session extraordinaire du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, puis une autre séance le lundi 24 février 2025 pour diligenter les enquêtes sur les massacres à Goma (à l'Est de la République démocratique du Congo) des populations civiles, innocentes, non armées par les forces spéciales rwandaises et leurs supplétifs congolais du M23. Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Volker Türk, a diligenté les enquêtes. Les Chefs d'Etat et de gouvernement de la CEEAC, réunis le 7 février à Malabo (Guinée Equatoriale), à la XI<sup>e</sup> session, ont appelé au retrait immédiat des forces de défense rwandaises du territoire de la RDC. Car, la crise actuelle entre la RDC et le Rwanda a atteint les cîmes et laissera des blessures indélébiles

La mobilisation régionale a pris une ampleur inédite, le samedi 08 février 2025, à travers le sommet extraordinaire de l'AEC et de la SADC à Dar-es-Salam (Tanzanie) pour trouver une solution coordonnée. Le président congolais a participé à ce sommet par visio-conférence et par la présence physique de sa Première ministre. Le communiqué final de la rencontre a exposé les positions ci-après :

1. *La cessation immédiate des hostilités.* Les deux blocs sous-régionaux ont réclamé l'arrêt des combats.
2. *La réouverture des accès stratégiques.* Les dirigeants de la SADC et de l'EAC ont pris des mesures permettant la livraison sans entrave de l'aide humanitaire aux personnes touchées.
3. *La tenue d'un sommet conjoint de défense.* Les chefs des armées des pays de la SADC et de l'EAC devraient apprêter des propositions permettant aux dirigeants de planifier un cessez-le-feu efficace.
4. *La fusion des processus de paix.* Il s'agit de relier les processus de paix de Luanda et de Nairobi.

La délégation de la CENCO-ECC a rencontré le mercredi le 12 février 2025 les responsables du M23-AFC à Goma. L'initiative diversement interprétée dans le pays: certains ont jugé ce geste comme une sorte d'adoubement des auteurs de crimes à Goma en crachant sur les victimes; d'autres ont bien accueilli le pacte social pour avoir la paix définitive. Ces émissaires religieux ont obtenu des rendez-vous avec des dirigeants politiques en Afrique, en Europe et à

l'ONU. D'autres dignitaires religieux ont déploré le caractère non-inclusif d'une initiative vouée à l'impasse, faute d'innovation dans la crise sécuritaire<sup>7</sup>.

Le président congolais Félix Tshisekedi a été invité à Munich par le chancelier fédéral d'Allemagne Olaf Scholz à prendre part à la 61<sup>è</sup> conférence sur la Sécurité mondiale, du 14 au 16 février 2025. A son absence, l'armée rwandaise et les rebelles du M23 ont progressé vers la ville de Bukavu sans combattre. La Première ministre de la RDC, Judith Suminwa, à Addis-Abeba au 38<sup>è</sup> sommet de l'Union Africaine a dénoncé la violation du droit international par le Rwanda à travers ses incursions récurrentes en RDC.

L'ancien président de la RDC, Joseph Kabila, est sorti de son hibernation en accordant une interview le lundi 24 février 2025 au média sud-africain *Sunday Times*, puis un discours aux congolais le mardi 18 mars 2025 depuis le Cap (Afrique du Sud), un discours du 23 mai 2025 sur *YouTube*. Il a déçu ses proches et beaucoup d'entre eux l'ont quitté en l'accusant d'avoir trahi la République démocratique du Congo. Le Sénat congolais a levé ses immunités en fin mai 2025 à son retour d'exil par la ville martyre de Goma, sous escorte de troupes rwandaises. La haute cour militaire l'a poursuivi en procès par contumace en août pour trahison et crimes de guerre. Il a été condamné à la peine de mort le 30 septembre 2025. La réception de l'opposant Martin Fayulu par le président Félix Tshisekedi le jeudi 05 juin 2025 a mis en évidence un tournant décisif dans l'histoire récente de la RDCongo en érigeant le camp de la patrie. Le procureur de la Cour pénale internationale, Karim Khan, est allé au Congo, du 24 au 28 février 2025. Surprise du chef : l'Emir du Qatar entre en lice et réunit Kagame et Tshisekedi à Doha le 18 mars 2025 avec à la clé la publication d'une déclaration fixant la volonté de deux parties de parvenir à la paix.

140 ans après la Conférence de Berlin, l'Afrique est toujours reléguée au rang de proie qu'on dévore sans aucun état d'âme. Les pays développés, et principalement européens, décident des choses qui concernent l'Afrique, sans associer les Africains, pour satisfaire leurs appétits et leurs intérêts égoïstes. Beaucoup d'experts et chercheurs attestent que le chancelier allemand, Otto Von Bismarck avait convoqué à Berlin (du 15 novembre 1884 au 26 février 1885) une conférence internationale pour organiser le partage de l'Afrique en évitant les conflits entre les puissances européennes (allemande, anglaise, danoise, espagnole, française, italienne, néerlandaise, portugaise, russe, suédoise, etc.) et pour sécuriser les routes commerciales, et

---

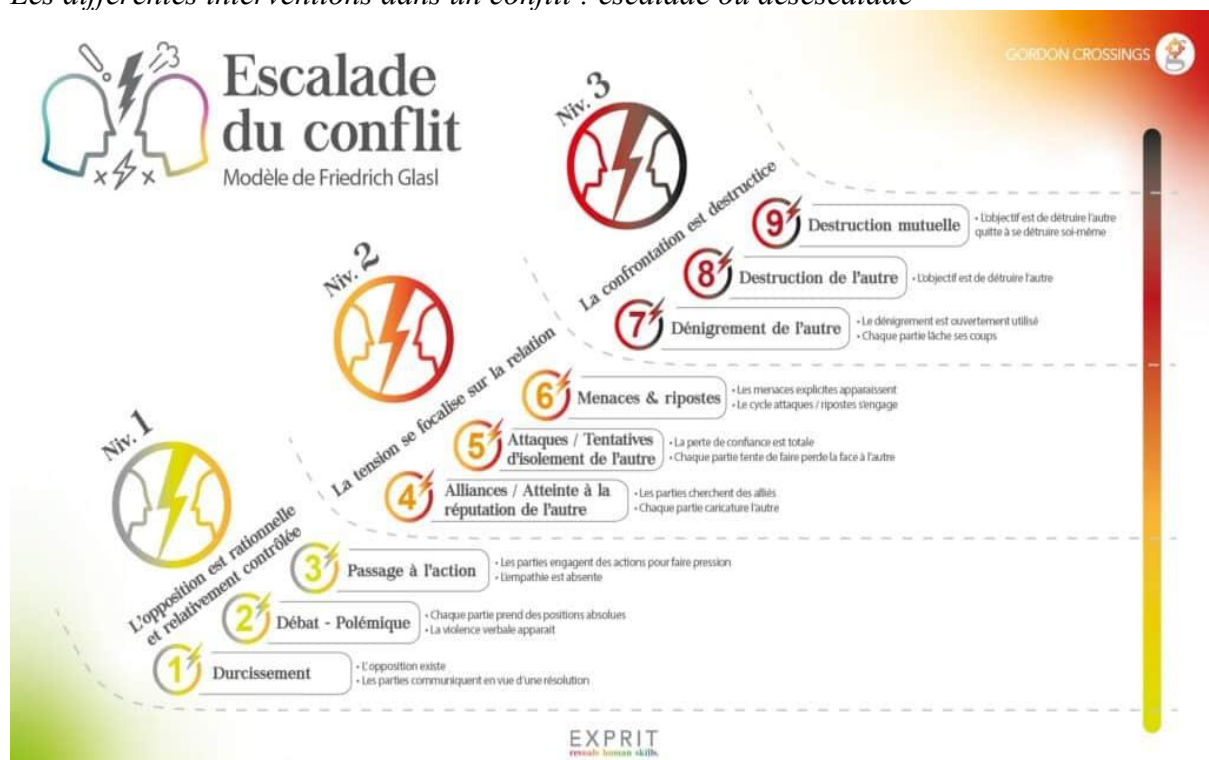
<sup>7</sup> Wedaeli, C. (2025) : Comment les rebelles de la Rd Congo cherchent à exploiter la discrimination à l'encontre de la minorité tutsie. Bbc news Afrique In <https://www.com>, consulté le 25 mars 2025.

exploiter les richesses africaines<sup>8</sup>. A cette conférence, elles ont établi des règles pour coloniser l'Afrique, notamment la liberté de navigation sur le Congo et le Niger, tout en ignorant les droits des peuples africains. Le seul territoire africain qui avait conservé sa superficie actuelle de 2.345.410 Km<sup>2</sup>, c'était l'Etat indépendant du Congo, une propriété privée du Roi Léopold II, et qu'il céda à la Belgique en 1904 sous l'appellation du Congo-Belge. Cet Etat a été laissé intact pour être un espace de libre exploitation entre les puissances européennes. C'est plus ou moins la mission qui semble être dévolue aujourd'hui à l'Union Européenne de fouiner dans les affaires africaines.

## 2. CADRE THEORIQUE DES CONFLITS ARMÉS

Pour nous aider à comprendre la nature et la complexité d'un conflit afin d'entrevoir les solutions, l'économiste autrichien Friedrich Glasl (1982), spécialiste de la gestion des conflits, rappelle sa pensée sur la dynamique des conflits dans différents contextes et il nous explique sa démarche de consultant en médiation par le biais de son graphique d'escalade ou désescalade des conflits en 9 étapes :

*Les différentes interventions dans un conflit : escalade ou désescalade*



Source : Friedrich Glasl

<sup>8</sup> Bwenge, K.A. (2009) : La problématique de la vocation africaine de la RDC comme puissance politique et économique : état des lieux et perspectives In <https://memoironline.com>.



1. *Tension ou durcissement* : les parties en conflit sont en tranchées et s'épient. La tension est vive. Mais à cette phase de début, il y a moyen de faire la médiation pour baisser la tension et instaurer la négociation. Si personne ne veut reculer, si chaque camp reste dur, la guerre sera alors inévitable.
2. *Débat polémique* : l'obstination de chaque camp dans ses idées et ses sentiments crée la volonté d'en découdre avec l'autre. Quand on recourt à l'insulte pour provoquer l'adversaire et le faire craquer. On atteint la crise de nerfs. Chacun se croit en position de supériorité et veut en faire la démonstration.
3. *Passage de la parole à l'action* : c'est l'étape où chacun se dit : « Il ne sert plus à rien de discuter ». C'est la stratégie du « fait accompli », plaçant l'adversaire devant des actions physiques et violentes. L'empathie disparaît, les positions de la partie adverse sont interprétées comme actes de provocation.
4. *Alliances/Enserrement* : les parties en conflit se poussent à la faute pour se diaboliser inversement. Chaque partie bat le rappel de renforts extérieurs pour grossir ses rangs de partenaires sécuritaires.
5. *Attaques et tentatives d'isolement de l'autre* : C'est le recours à des attaques directes à l'intégrité morale, destinées à déstabiliser l'adversaire. Chacun sort malignement ses jokers dans ce jeu de cartes.
6. *Menaces et ripostes* : l'usage d'ultimatums ou de menaces engendre l'accélération du conflit.
7. *Dénigrement de l'autre* : l'adversaire n'est plus perçu comme un être humain, il devient légitime de le dénigrer ouvertement. Tout est fait pour l'affaiblir, même en infiltrant ses positions pour le fragiliser et l'abimer de l'intérieur. Le but recherché est la dégradation de l'image de l'adversaire.
8. *Destruction de l'autre* : le principal but que l'on poursuit c'est la destruction et l'anéantissement du système de la partie adverse. Tous les moyens sont mis à contribution pour y parvenir.
9. *Destruction mutuelle* : l'embrasement est total, inexorable et sans moyen de faire marche arrière. Chacun vise la démolition de son adversaire, quitte à sacrifier aussi sa propre vie.

### 2.1. Le décryptage de l'escalade conflictuelle avec l'échelle de Glasl

Parlant du conflit en Ukraine lors d'une interview au journal *Le Point* du 16 juillet 2025, le chef d'état-major de l'armée française, le Général Thierry Burkhard a affirmé que « les guerres, il ne faut pas gérer leurs conséquences, il faut les empêcher ». Donc, qu'il s'agisse de disputes entre les gens d'un même camp, ou de désaccords avec les ennemis déclarés, ou de conflits internationaux, il faut tout faire pour que les situations conflictuelles ne s'aggravent pas, surtout rebondir au bon moment pour initier la paix. C'est ainsi qu'après la rencontre entre Kagame et Tshisekedi au Qatar le 18 mars 2025, les discussions ont commencé entre les représentants du gouvernement de la RDCongo et ceux du M23 à Doha pour aboutir le 23 avril 2025 à la signature d'une déclaration de principes sur l'ouverture des discussions.

L'autrichien Friedrich Glasl a développé un modèle de suivi de discussions pour résoudre les conflits. Personne ne peut prévoir l'évolution d'une guerre, même si les belligérants sont tentés de rassurer le monde par des sourires avenants, avec la ruse de sortir des cartes sous la manche. Friedrich Glasl divise les neuf étapes de l'escalade des conflits armés en trois niveaux distincts : Au premier niveau (étapes 1 à 3), il est encore temps pour les parties en conflit de s'en tirer à bon compte, sans dommage ni casse (gagnant-gagnant). La tension reste à un niveau bien maîtrisé.

Au deuxième niveau (étapes 4 à 6), l'une des deux parties semble être perdante (gagnant-perdant), la tension se focalise à présent sur le sauvetage des intérêts individuels que sur le



conflit initial.

Au troisième niveau (étapes 7 à 9), les parties en conflit courent le risque d'un gâchis jusqu'à la destruction mutuelle (perdant-perdant). Les différentes médiations extérieures apportent les accords. Ces accords différemment interprétés, aboutissent à l'impasse avec des décisions non respectées. Les conflits armés repartent de plus belle avec leur cortège de tueries et de désastres. C'est la spirale de dialogues pour le partage du pouvoir, et pour la rétribution des criminels. Hugh Quennec montre que la gestion d'un conflit armé se fait comme dans un jeu de cartes où les jokers sont planqués dans les manches pour créer la surprise, pour changer le cours de la partie et l'emporter. En pleine crise, la RDC et le Rwanda ont brandi leurs jockers stratégiques :

Les jokers utilisés par le Rwanda	Les jokers utilisés par la RDC
1. L'envahissement des territoires de la RDC	1. L'instauration d'un état de siège en zones occupées
2. Le soutien direct à la rébellion M23-AFC	2. Le recours à la force régionale de l'Afrique de l'Est
3. La médiation du président Ruto (Kenya)	3. La médiation du président Joao Lourenço (Angola)
4. L'appui du pacte social de CENCO-ECC	4. La résolution 2773 du Conseil de Sécurité de l'ONU
5. Les pourparlers de paix à Doha (Qatar)	5. La signature de l'Accord de paix à Washington (USA)
6. Le sabotage du processus de paix	6. Le <i>deal Amani-Prosperity</i> entre les USA et la RDC

*Source : Tableau réalisé par nos soins*

En janvier 2025, les Etats-Unis ont changé d'équipage politique avec un accent mis sur l'arrêt des conflits dans le monde. Ils ont commencé par s'en prendre à l'ONU qui est inefficace pour la paix dans le monde. Ironie du sort : l'Amérique de Clinton était au premier plan dans les années 1995 pour crucifier le Zaïre de Mobutu et piller ses ressources naturelles par le biais du Rwanda de Paul Kagame, tandis que l'Amérique de Trump est montée au créneau en 2025 pour dénoncer la persécution des Congolais par le Rwanda. L'accord de paix signé à Washington le 27 juin 2025 par les ministres des Affaires étrangères de la RDC et du Rwanda, a replacer le Congo sur la carte du monde comme un pays stratégique, détenteur des minerais critiques, cela fragilise la position de "protection" diplomatique dont bénéficiait le Rwanda : l'objectif étant l'arrêt définitif de la guerre, le désengagement des forces rwandaises et la neutralisation des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), selon le plan adopté à Luanda, grâce à des mécanismes conjoints. L'Accord de Washington prévoit un mécanisme commun de sécurité sous la surveillance internationale des Etats-Unis, du Qatar et de l'Union africaine pour veiller au retour de paix. Une première réunion du comité de suivi s'est tenue le jeudi 31 juillet 2025 à Washington pour valider les grandes lignes d'un futur cadre d'intégration économique régionale. Ils se sont mis d'accord sur le texte que les deux chefs d'Etat congolais et rwandais

devraient signer, en présence des observateurs américains, qataris, togolais (facilitateur de l'Union africaine) et la Commission UA.

Sur ce front de la paix, le président Donald Trump réclame la reconnaissance mondiale et se targue d'avoir mis fin en l'espace de six mois aux grands conflits : la Thaïlande et le Cambodge, Israël et l'Iran, le Rwanda et la RDC, l'Inde et le Pakistan, la Serbie et le Kosovo, l'Égypte et l'Éthiopie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Il a réussi un accord 'historique' entre Israël et le Hamas. Le retour des otages israéliens le 13 octobre 2025 et la libération de 1968 prisonniers palestiniens sont à mettre à l'actif du président américain. Même ses adversaires le lui concèdent. Il s'est attaqué aussi à la guerre en Ukraine auprès des deux protagonistes en invitant le président russe Vladimir Poutine à Alaska, le 15 octobre 2025, et en recevant le président ukrainien Volodymyr Zelensky à la Maison-Blanche, le 18 octobre 2025, escorté par des dirigeants européens ; en prélude à l'éventualité d'une tripartite Trump-Poutine-Zelensky. Mais, les plans de paix portés par le président américain comptent de nombreux ennemis en Europe, au Moyen-Orient, et en Afrique. Des personnes malveillantes torpillent les plans du président américain partout dans le monde.

Les Américains affirment qu'ils continuent la coopération militaire et le partage des renseignements avec les trois pays de l'AES pour préserver la paix dans cette partie du continent. Ainsi, Serge SUR, professeur de droit public de l'Université Panthéon-Assas, condamne leur arrogance en disant que les attentats du 11 septembre 2001 à New-York ont mis en évidence la vulnérabilité des États-Unis face aux menaces non-étatiques, contestant leur supériorité militaire.

Pour la résolution du conflit entre la RDCongo et le Rwanda<sup>9</sup>, les Etats-Unis ont réactivé le volet militaire des opérations (CONOPS) adopté par les Africains à Luanda pour coordonner les actions de neutraliser les groupes armés et de régler les différends sous l'Accord de paix de Washington. D'autres intervenants exigent la tenue d'un dialogue inclusif pour expurger les causes profondes de la guerre. Et chaque camp belligérant aimerait vider son sac de causes profondes, totalement opposées à l'argumentaire de l'autre.

Les causes profondes du Rwanda	Les causes profondes de la RDC
1. Le refus du tracé territorial de la colonisation	1. Le non-respect des instruments juridiques internationaux
2. La traque des FDLR en fuite au Congo	2. La convoitise d'un voisin avide de ressources naturelles
3. La protection des Tutsis installés au Congo	3. Les 450 tribus de la RDC vivent en bonne intelligence
4. L'expansion de la zone d'influence nilotique	4. La reconnaissance du génocide perpétré au Congo

*Source : Tableau réalisé par nos soins*

<sup>9</sup> Kenge, D. (2023) : Piste des solutions à la crise sécuritaire à l'est de la république démocratique du Congo, Consulté le 3 Mai 2024. <https://doi.org/10.4000/etudescaribiennes.29430>.

Le conflit à l'Est de la RDC est complexe et ne peut être réduit uniquement à l'accès illicite aux ressources naturelles ; ses causes englobent l'occupation des terres, l'infiltration des institutions politiques, militaires et sociales, ainsi que la poussée vers l'autonomisation des Rwandais qui ne se sentent pas acceptés en RDC. Tous ces facteurs se sont renforcés mutuellement, conduisant à une déstructuration du tissu social, à un climat de méfiance et à une crise humanitaire majeure. Ce sont autant de problèmes existentiels et de survie qui ont nécessité un enchevêtrement de négociations menant les parties prenantes à Nairobi, à Luanda, à Doha, à Lomé, et à Washington pour trouver les voies et moyens de rétablir la paix globale.

## **2.2. La théorie d'exploitation illégale des ressources naturelles et d'expropriation des terres**

Le pillage des ressources naturelles, l'occupation des terres et l'expansion du communautarisme ont poussé le Rwanda à mettre le grappin sur la RDCongo pendant trois décennies en toute impunité. Les experts en économie considèrent les minéraux critiques comme étant des matières premières essentielles dans les technologies modernes, notamment pour les smartphones, les batteries de voitures électriques, les panneaux solaires et les outils de défense militaire. Le parlement européen reconnaît aujourd'hui que c'est cette course effrénée aux minéraux critiques qui a provoqué et alimenté la guerre de l'Est de la RDCongo durant des années. L'Union européenne a même eu l'outrecuidance de signer un protocole de commerce de métaux précieux avec le Rwanda qui n'en produit pas. C'est un délit de recel qui encourage le Rwanda à aller se servir chez le voisin congolais en commettant des crimes intolérables. Après l'embrasement, plusieurs tentatives d'accords de paix entre la RDC et le Rwanda ont été initiées en Afrique (par l'Union Africaine) passant par Nairobi (Kenya), Luanda (Angola), Lomé (Togo)... jusqu'à d'autres rencontres informelles tenues à Doha (Qatar). Puis, une déclaration de principes a été signée le 25 avril 2025 à Washington, entre les deux ministres des Affaires étrangères de la RDC et du Rwanda, sous l'égide des Etats-Unis. Tout cela confirme la complexité de ce long chemin parsemé d'embûches, qui a fauché de nombreuses vies humaines et qui a créé des désastres innommables à l'Est de la RDC.

## **2.3. La théorie d'affaiblissement d'un Etat par le démantèlement**

L'histoire nous renseigne que le général prussien Carl Von Clausewitz a été capturé par les Français à l'issue de la bataille d'Auerstedt, le 14 octobre 1806 et il a passé deux ans en captivité en France et en Suisse. Il a inspiré depuis longtemps les stratèges. Sa théorie de la guerre se

concentre plutôt sur la nature de la guerre en tant que « moyen d'atteindre la victoire politique par la force militaire », sans détailler des stratégies d'affaiblissement de l'adversaire par le démantèlement et la transplantation des populations.

Selon la théorie de Clausewitz, la guerre n'est pas une fin en soi, mais plutôt un moyen politique, une continuation de la politique par des moyens différents. Ensuite, la guerre est un affrontement de forces morales et physiques, où l'ampleur des moyens et la vigueur de la volonté (l'élan patriotique, par exemple) jouent un rôle crucial. C'est pourquoi Clausewitz insiste sur la vision globale de la guerre, montrant que l'importance d'une bataille dépend de son rôle dans l'objectif de gagner la guerre. Valérie Niquet (2022) affirme que la guerre, c'est aussi l'art de duper. Cette pensée est tirée de la célèbre maxime d'un stratège militaire chinois Sun Zi du Ve siècle av. J.-C. qui considérait la pratique de guerre comme une technique excluant l'usage de la force brute pour parvenir à la victoire la plus honorable : celle qui s'obtient par la ruse, sans affrontement direct des armées.

De nos jours, la perte de puissance de certains États trouve son origine dans la mondialisation, et leur faiblesse face aux multinationales industrielles ou financières vient de la libre circulation des capitaux. Les Etats-Unis, conscients de la menace chinoise pouvant paralyser des pans de l'industrie mondiale, ont mis l'accent sur les ambitions commerciales en relocalisant leurs chaînes d'approvisionnement, notamment en Afrique, plutôt que de maintenir les contacts classiques à travers les programmes et les agences. Contrairement à d'autres puissances traditionnelles qui sont restées au stade de l'assistanat sous forme d'aide au développement et à l'émancipation des centaines de millions de gens toujours en panne.

L'offensive américaine en Afrique et dans d'autres parties du monde vise à réduire la mainmise de la Chine dans l'approvisionnement en minerais essentiels à la fabrication des composants électroniques. Les Etats-Unis qui s'emploient à démanteler le multilatéralisme économique, veulent être seuls en tête, préservant leurs intérêts, c'est la bascule vers le partenariat commercial avec l'Afrique. C'est le cas du *deal Amani Prosperity Plan* ! (Accord minerais - sécurité). Cette approche consiste à montrer l'ambition commerciale des Etats-Unis de déployer un parapluie sécuritaire au profit de la RDCongo pour attirer des milliards de dollars d'investissements occidentaux dans ce pays riche en minéraux critiques et en terres rares, comme le coltan, l'or, le cobalt, le cuivre, le lithium, etc. Le Conseiller spécial Afrique du président américain, Massad Boulos, a fait une tournée en Afrique des Grands Lacs, du 02 au 09 avril 2025. Il a parlé aux autorités de la RDCongo, de l'Ouganda, du Kenya et du Rwanda pour susciter de bonnes affaires.

La géopolitique est en mutation : la reconfiguration des rapports d'influence économique dans le monde. En 2030, l'Asie va dépasser l'Europe en termes de puissance économique, militaire et technologique. L'Afrique qui devrait atteindre 1,7 milliard d'habitants, avec ses deux atouts (les ressources naturelles et la jeunesse dynamique) sera courtisée pour ses opportunités d'affaires. Les présidents africains l'ont rappelé au 17<sup>e</sup> sommet des Affaires USA-Afrique à Luanda (22-25 juin).

Tristan Gaudiaut (2023) affirme qu'il y a déjà une course-poursuite au plan économique entre les pays membres du G7 (les 7 puissances industrialisées : USA, Japon, Canada, Allemagne, France, Italie et Royaume-Uni) en perte de vitesse et les pays membres de BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) en émergence. Ce groupe est en guerre de dédollarisation pour asseoir durablement son ascendance. C'est pourquoi les Américains veulent retrouver leur suprématie, en attirant les riches monarchies du Golfe persique : Arabie saoudite, Qatar et Emirats arabes unis.

#### **2.4. Les conflits sont aussi des opportunités de prise de parole**

Le conflit, c'est avant tout l'émotionnel. C'est le temps de promouvoir la diplomatie traditionnelle, car le conflit n'a rien de rationnel ni de sincère. Il nous lie à notre propre subjectivité et à celle des autres. Les Etats-Unis ont réussi à conduire la RDCongo et le Rwanda à la signature d'un accord de paix à Washington, le vendredi 27 juillet 2025 pour mettre fin à un long conflit qui a fait des millions de morts. Michel Boulanger (2021) précise que les Européens ont commis l'imposture de dorloter le Rwanda pendant longtemps, en faisant miroiter à Paul Kagame qu'il pourrait connaître le même destin que David Ben Gourion à la création de l'Etat d'Israël en 1948. La complaisance s'est affichée dans les médias occidentaux pour prédisposer l'opinion internationale à la réalisation des velléités rwandaises.

David Ben Gourion (dit *filz du Lion*), né juif polonais à Plonsk, une ville de Pologne, le 16 octobre 1886. Il a connu une trajectoire quelque peu atypique. Les vingt années qu'il a vécues en Pologne sous le joug tsariste ont été à ses yeux un temps d'apprentissage. Mais, il a eu tour à tour quatre nationalités: polonaise à la naissance, il l'a gardée jusqu'à la fin de ses études à l'université de Varsovie (1886-1906), ottomane quand il travaillait dans les vignobles et étudiait à l'université d'Istanbul (1906-1920), palestinienne quand il était arrivé en Palestine pour combattre aux côtés des Britanniques (1920-1948), et israélienne en fondant l'Etat d'Israël jusqu'à sa mort (1948-1973) en Galilée, le 1<sup>er</sup> décembre 1973.

Cadet d'une famille de cinq enfants, David Ben Gourion a vécu comme un félin dans les milieux où les Juifs formaient la majorité de la population. Si bien qu'il passait inaperçu entre les mailles de filets là où les Russes faisaient la loi aux côtés des Allemands. À 14 ans, après avoir acquis les rudiments de l'enseignement religieux dans l'école juive traditionnelle, David Ben Gourion fonda l'association Ezra, vouée à la dissémination de la langue hébraïque parmi les jeunes dans son environnement. Ce geste était de nature éminemment politique pour montrer sa volonté de quitter l'exil et de s'installer à Sion. David Ben Gourion tenait à cette ligne de militant actif dès son installation en Palestine pour que toutes les publications de son parti, le *Poalei Tzion* (Ouvriers de Sion), se fassent en hébreu.

En 1906, David Ben Gourion s'installa en Palestine, armé d'une détermination inébranlable : les Juifs ne pourraient obtenir la vraie liberté que sur la terre d'Israël, en y érigeant de force un État souverain. En prenant la nationalité palestinienne, il s'était employé à convaincre les juifs d'acheter des hectares de terres pour l'implantation des *Kibboutz* (villages collectivistes). Le 14 mai 1948, il fit à Tel-Aviv, la déclaration d'indépendance de l'État d'Israël, dont il devint le premier chef de gouvernement. Les Palestiniens n'eurent que leurs yeux pour pleurer en découvrant que les Israéliens occupaient déjà des terres pour leur Etat. Pour réaliser un tel rêve totalement utopique au début du XX<sup>e</sup> siècle, David Ben s'était obstiné avec une détermination inouïe, en devenant officiellement israélien. Il fit la proclamation d'indépendance de l'État d'Israël devant les trente-sept membres du Conseil national juif qui avaient fièrement signé cette déclaration. David Ben Gourion s'arrogea la gloire d'avoir accompli ce que Théodore Herzl avait toujours redouté en songeant plutôt à aller implanter un État juif en Argentine ou alors en Ouganda. Il croyait *mordicus* que la communauté juive de Palestine ne devrait son salut qu'en devenant une force. Il y a des similitudes troublantes entre le stratagème utilisé par Israël pour s'imposer au Moyen-Orient et la malignité employée dans la longue guerre de l'Est de la RDCongo *via* le soutien international. Le conflit entre la RDC et le Rwanda est complexe<sup>10</sup>, marqué par des accusations mutuelles d'ingérence, et d'entretien des groupes armés comme le M23 pour perpétuer des horreurs d'exploitation minière. Les observateurs avertis admettent que la RDC revient de loin, avec un coup de pouce de la Providence, pour sortir d'une instabilité, montée en conflits armés, pour l'exploitation de ses ressources naturelles. Paola d'Orazio (2025) affirme que le changement climatique expose certains pays émergents et en développement à deux types de difficultés. Les

<sup>10</sup> Pourtier, R. (2002) : Le Congo (RDC) entre guerre et pillage (the Congo RDC amid war and plunder). Bulletin de l'association des géographes français, France, In [https://www.persee.fr/doc/bagf\\_0004-322\\_2002\\_num\\_79\\_2\\_2274](https://www.persee.fr/doc/bagf_0004-322_2002_num_79_2_2274), consulté le 07 Novembre 2024.



premiers risques sont issus de catastrophes naturelles : inondations, sécheresses, ouragans – qui détruisent les infrastructures, qui perturbent l’agriculture et qui pèsent lourdement sur les finances publiques. Les autres risques sont liés à l’instabilité des marchés, car, la forte demande de minerais critiques pour la transition énergétique entraîne la volatilité des prix. Du fait que la production mondiale de ces matériaux est concentrée dans un petit nombre de pays, cette concentration confère à ces pays un rôle stratégique, qui les rend vulnérables et souvent agressés.

L’Europe n’a peut-être jamais compté autant d’ennemis qu’aujourd’hui parce qu’elle a longtemps entretenu les économies de guerre dans le monde, et surtout en Afrique, en quête de minerais critiques, de terres rares et de coûts réduits, avec ses multinationales. Sa sécurité énergétique et industrielle dépend de la stabilité de pays comme la RDC, l’Argentine ou le Mozambique face à l’influence grandissante de la Chine. Mais, l’Europe et les Etats-Unis sont lancés dans une course à l’armement, avec une augmentation spectaculaire des dépenses militaires et le développement de l’industrie de défense, en attirant les pays émergents.

La guerre dans l’Est de la RDCongo est l’illustration parfaite d’une fusée à trois étages d’hostilités : au premier étage, Félix Tshisekedi et Paul Kagame se disputent dans l’arène comme deux gladiateurs en train de s’attirer les bonnes grâces de puissances mondiales qui rebattent les cartes ; au deuxième étage, la RDCongo et le Rwanda s’opposent à coup d’artillerie lourde dans une longue guerre issue du génocide rwandais de 1994 en réveillant les vieux démons de querelles entre Nilotiques et Bantous ainsi que des problèmes d’insécurité dans la région des Grands Lacs pour l’exploitation des ressources naturelles ; et au troisième étage se dresse le poste de pilotage où s’intensifie la bataille des puissances prédatrices pour l’imposition d’influence (les Etats-Unis, la Chine, la Russie et l’UE) et pour l’accès aux minerais. Ce triple affrontement n’est pas une stratégie vue d’esprit. C’est la course à l’échalote où tous les moyens sont bons pour gagner.

Même la main tendue du président congolais à son homologue rwandais à Bruxelles le 9 octobre 2025 pour une « paix des braves » est perçue comme un bras d’honneur. Car, l’atmosphère étant très tendue entre les deux Etats, même les bons gestes peuvent être mal accueillis.



### La carte de la zone d'influence nilotique en Afrique



Source : Voßen

La zone linguistique nilotique (*en jaune*) désigne un ensemble de langues soudaniques, rattachées à la famille nilo-saharienne, parlées par les populations nomades de la vallée du Nil Blanc (Soudan du Sud) jusqu'aux abords du Sahara. Elles sont prédominantes dans les régions continentales s'étendant entre le Soudan (Nubie), l'Éthiopie (Gambela), le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie jusqu'au Lac Victoria. Elles veulent couvrir l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Est.

Gilles Olakounlé Yabi (2023), dans un excellent oxymore, une figure de style traduisant mieux une idée complexe, ne tarit pas d'éloges sur la capacité du président rwandais, illustre inconnu des années 1980, qui a su transformer son pays dans différents domaines après la période sombre du génocide de 1994. Cela a fasciné beaucoup de gens, notamment des membres de l'entourage du président béninois qui ont pu vanter le modèle rwandais et favoriser la visite du président Kagame au Bénin, en avril 2023. Particulièrement, l'ancien ministre des Affaires étrangères, Aurélien Agbénonci, qui a exercé des fonctions internationales aux Nations unies dans plusieurs pays, y compris le Rwanda en 2008-2012. Devenu ministre des Affaires Etrangères en 2016 au Bénin, il aurait fait du lobbying pour la venue de Kagame à Cotonou. Lors de ce voyage, le président rwandais avait déclaré qu'il réclamait ses terres à l'Est du Congo prises par les colons. A l'inverse, le même Paul Kagame est accusé d'avoir entretenu longtemps des groupes armés irréguliers pour le pillage et la contrebande des ressources naturelles du Congo voisin.

## CONCLUSION

De nombreux chercheurs sont formels en disant que les Congolais et les Rwandais sont allés trop loin cette fois-ci en enjambant des charniers et un lac de sang d'innocents congolais massacrés, à tel point qu'il y aura un traumatisme indélébile. Tout rapprochement forcé équivaldrait à un cadeau empoisonné. Cela rappelle le récit de la guerre de Troie qui, selon Julia Kindt (2024) professeur d'histoire à l'Université de Sydney, est un fait avéré. La ville de Troie, située sur le site actuel d'Hisarlik, en Turquie, était assiégée par les Grecs entre 1350 et 1150 av. J.C. Et, Ulysse eut l'idée de construire un énorme cheval de bois, dans lequel se cachèrent des guerriers grecs. Ils firent semblant de se retirer sur l'île voisine de Ténédos, laissant derrière eux un espion chargé de convaincre les Troyens d'accepter le cadeau. Cette funeste initiative permit aux Troyens, malgré les avertissements de Cassandre, de laisser entrer le cheval dans leurs murs. La nuit venue, les guerriers grecs sortirent du cheval, ouvrirent les portes de la ville à leurs compagnons restés cachés, et saccagèrent la ville de Troie, à travers une histoire assez rocambolesque.



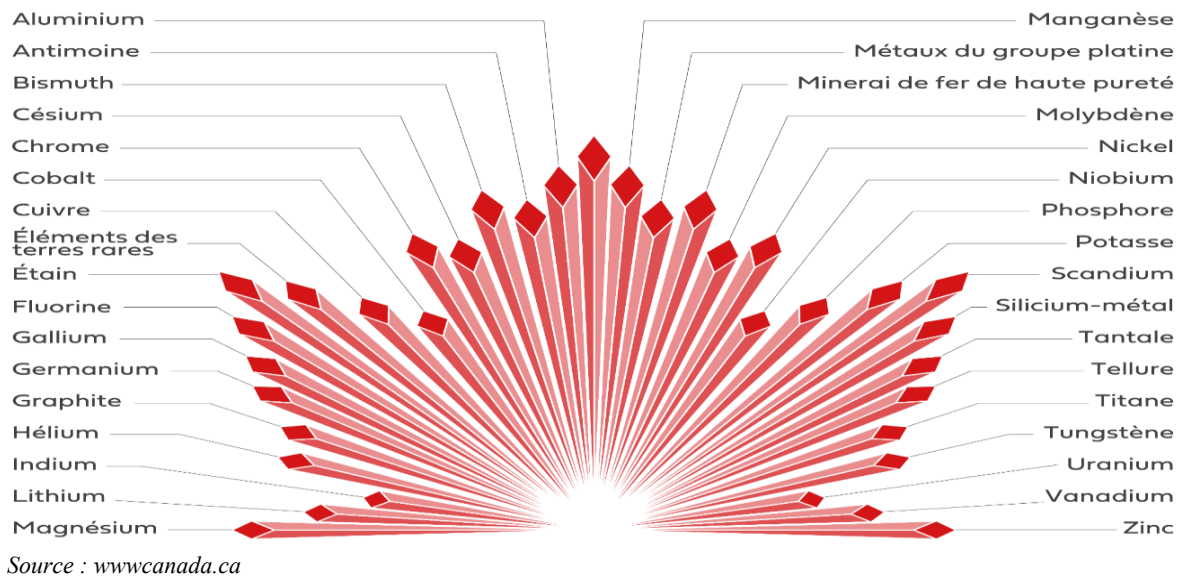
Une réplique du cheval de Troie dans la province de Çanakkale, en Turquie, en 2012 (Photo iStock)

Dans la crise entre le Rwanda et la RDC, chaque expert y va de sa thérapie de paix introuvable en créant des embrouilles comme dans le cas de la Fondation Thabo Mbeki en Afrique du Sud. D'un côté, il y a un pays aux mille combines et mensonges ; d'autre côté, il y a un pays englué

dans la cupidité et la resquille. C'est pourquoi la guerre s'étire en longueur et le conflit devient cornélien. Plusieurs experts affirment qu'avec un brin d'honnêteté, certains Rwandais reconnaissent en *aparté* que leurs dirigeants ont témoigné de l'ingratitude à l'égard des Congolais qui les ont accueillis après le génocide. Les uns ne veulent plus quitter la RDC, les autres affabulent sur les terres rwandaises trouvées au Congo. Entre-temps, le shérif américain est entré en scène pour mener la médiation et superviser le toilettage de l'immense ranch des Grands Lacs en trois cures de détoxification : la paix, la stabilité et la prospérité, en se réservant les moyens de contrôle et de sanction à la manière de la capture du président vénézuélien. A chacun des belligérants de s'arranger pour remettre de l'ordre à domicile. Par exemple à la RDCongo de poursuivre la refondation de son armée, de sa police, de sa justice, de son administration publique, en éradiquant la gangrène du brassage et du mixage. Par contre, au Rwanda de retirer ses troupes. Mais, le torchon brûle pratiquement entre la génération de quinquagénaires et celle de trentenaires. La persistance de conflits armés dans l'Est de la RDC et la récente déchéance du jeune ministre de la Justice ont altéré les relations entre ces deux classes d'âges : la vieille génération a sabordé la RDC au profit du Rwanda parfois pour des frustrations individuelles.

En résumé, Paul Kagame assistera malgré lui à la restauration de l'intégrité de la RDC *via* les Accords de Washington, mais la reconstitution du "puzzle" dépendra surtout du changement des mentalités en RDC. Car, les minéraux critiques seront toujours au centre des crises géopolitiques dans le monde ; et leur nombre varie selon les pays et les régions : les États-Unis en ont 50, l'Union européenne en a 30, le Canada en a 34. Cela inclut généralement des minéraux essentiels pour l'économie comme le lithium, le cobalt, le cuivre et les terres rares. Leur composition exacte dépend des besoins spécifiques de chaque région.

### Les 34 minéraux critiques: ces richesses de l'Afrique très recherchées par l'industrie mondiale



Peter Turchin, l'anthropologue spécialiste de l'évolution des sociétés et des sciences de la complexité, il essaie de faire le croisement de l'histoire, de la sociologie, de la biologie, des mathématiques, et il prédit que : « La paix total n'est pas pour demain » en soulignant que l'humanité est souvent traversée par des moments de troubles et de perturbations comme une machine qui disjoncte sans raison valable. Il estime que l'actuelle période de conflits va encore durer avant de retrouver la stabilité et la vraie paix. Car, la grande majorité des êtres humains vit dans des sociétés et des États qui ne fonctionnent pas bien. Ce chercheur russo-américain s'est concentré sur les cycles de désintégration politique, sur la formation et sur l'effondrement des Etats en montrant que les sociétés sont affectées par des vagues récurrentes de forces du mal qui entretiennent toutes ces crises répétitives, avec ou sans effusion de sang.

Peter Turchin est l'un des penseurs les plus iconoclastes de notre époque. Il offre une nouvelle théorie brillante sur la façon dont la société fonctionne. Dans son ouvrage intitulé : « *Temps de la fin : Élite, contre-élite et la voie de la désintégration politique* » (2024). Il aborde plusieurs types de questions : Assemblant de vastes bases de données extraites de 10.000 ans d'activité humaine, pour développer de nouveaux modèles, il a transformé la façon dont nous apprenons du passé. *End Times* (Temps de la fin) est un récit révolutionnaire qui apporte des leçons claires. Lorsque le rapport de force entre la classe dirigeante et les dignitaires religieux qui se vautrent dans la zone de confort, contraste avec la majorité de la population plongée dans la galère inadmissible, alors les inégalités atteignent des pics et révoltent. Chris Argyris (1923-2013) le théoricien américain des organisations, a reconnu par ses travaux que les conflits armés se

prolongent souvent en raison de la complexité des dynamiques psychologiques et de la confusion qu'elles engendrent sur le terrain. L'imbrication de ces facteurs, qui incluent des aspects comme la haine, la peur, la manipulation, le mensonge et les dérives comportementales, peut brouiller la compréhension des rapports de force réels, rendant l'évolution du conflit difficile à résoudre.

Dans une interview accordée au journal « Le Point », le 26 août 2025, Véronique Margron, ex-présidente de la Conférence des religieux et religieuses de France s'est insurgée contre le fait suivant : « Dans l'Eglise Universelle, les crimes et l'impunité des agresseurs restent encore couverts en plusieurs endroits dans le monde ». De même, le Cardinal Pietro Parolin, Secrétaire d'Etat du Vatican, dans son homélie du 25 janvier 2026 à Copenhague (Danemark), a rappelé que « la crédibilité de l'Eglise ne vient pas d'un pouvoir quelconque, mais plutôt d'un véritable témoignage de foi exprimé et traduit en actes concrets ». Ces propos conviennent à apostropher l'attitude pusillanime des religieux congolais (catholiques et protestants) qui ne cachent même plus leur addiction à la cupidité et aux mensonges en ânonnant le discours de leurs occultes commanditaires sur « le dialogue et la réconciliation », tout en ignorant superbement les victimes d'abus sexuels et de massacres à l'est de la RDC. Ils remuent les tisons pour attiser le feu et le besoin d'un dialogue en RDC, alors qu'ils sont accusés de manger à plusieurs râteliers. Le « dialogue » est devenu un échafaudage pour ces acteurs au conflit entre le Rwanda et la RDC. Les religieux s'y agrippent pour jouer un rôle central et laver des crimes causés par d'ignobles individus. La classe politique veut en profiter pour une redistribution de postes. Le Rwanda y tient pour échapper à la pression internationale et avoir un répit ; tandis que la RDC cherche à recouvrer son intégrité territoriale, et obtenir le retrait définitif des troupes étrangères. Cela rappelle la pensée de l'archevêque Desmond Tutu (2020) : « Si vous êtes neutre en situations d'injustice, vous avez choisi le camp d'agresseur », montrant que le silence devant l'injustice est un soutien du bourreau.

En guise de conclusion, notre recherche sur les conflits liés aux ressources naturelles permet de mieux comprendre les dynamiques complexes des conflits armés en intégrant des dimensions géographique, historique, culturelle et socio-économique. Car, il est important de souligner que de nombreux pays voisins qui se sont affrontés violemment, comme l'Allemagne et la France, la Russie et la Pologne, le Pakistan et l'Afghanistan, le Honduras et le Salvador, l'Inde et le Pakistan, Israël et la Palestine, la Russie et l'Ukraine...ont du mal à se rabibocher. La guerre entre la RD Congo et le Rwanda n'y échappe pas. L'affirmation de Raymond Aron (1962) sur la « puissance » reste d'actualité : seule une armée forte et dissuasive peut être le moyen



d'instaurer une paix durable entre États voisins, après une longue guerre. La pression d'autres États peut aider, mais aucun accord de paix ne pourrait garantir une solution définitive.

Les représentants de la RDCongo et du Rwanda se sont retrouvés à Addis-Abeba, les 7 et 8 août 2025, pour la deuxième réunion de suivi de l'accord de paix. Ils ont activé le Mécanisme conjoint de coordination de la sécurité entre les deux pays, sous la supervision des observateurs américains, qataris et de l'Union africaine. Les experts avertis affirment que les soubresauts sur le terrain sont résiduels. Les représentants de la RDC et de la République du Rwanda, ainsi que les États-Unis, l'Émirat du Qatar, la République du Togo (facilitateur de l'Union africaine) et la Commission de l'Union africaine se sont encore réunis le 1<sup>er</sup> octobre 2025 à Washington pour une troisième évaluation du processus de paix, en évaluant les progrès accomplis. La quatrième réunion conjointe du Comité de contrôle de l'Accord de paix entre la RDCongo et le Rwanda a eu lieu le 07 novembre 2025 à Washington, ainsi que d'autres contacts informels menés par l'Union Africaine à Luanda, à Lomé ou ailleurs dans le cadre d'application et de respect du CONOPS.

En fait, la DR Congo et les rebelles de l'AFC-M23 ont signé au forceps le 15 novembre 2025 à Doha (Qatar) un accord-cadre en guise de feuille de route, après quatre mois de discussions, pour arrêter les combats dans l'Est de la RDC et restaurer l'autorité de l'Etat, selon les deux précédentes déclarations de principes (du 23 avril 2025 pour l'entame de discussions et du 19 juillet 2025 pour le cessez-le feu permanent). Le jeudi 4 décembre 2025, Donald Trump a réuni huit chefs d'Etat africains en une cérémonie historique à Washington pour faire entériner l'Accord de paix du 27 juin 2025 entre la RDC et du Rwanda. Une semaine après, le président rwandais a déclenché à Uvira le « syndrome de Savimbi ». C'est une expression décrivant un leader politique qui affiche ses ardeurs de frondeur aux accords de paix, à l'instar de Jonas Savimbi, préférant prolonger la guerre pour asseoir son influence personnelle, dans l'instabilité nationale et régionale. Sa mort mit fin à la longue lutte de pouvoir en Angola (1975-2002).

La guerre s'arrêtera grâce aux efforts diplomatiques tous azimuts. Mais, c'est un véritable gâchis !

Car, depuis les indépendances africaines, les populations de ces deux pays vivaient en bonne intelligence. Mais, c'est à l'avènement du régime de Paul Kagame après le génocide Rwandais de 1994 que le Ciel s'est assombri entre les deux pays, avec un cortège de massacres de civils et des crimes contre les droits humains, rendant la résolution de cette tragédie complexe.

Bien que des tensions autour de l'identité des rwandophones existent depuis les indépendances, la crise a pris une ampleur sans précédent après 1994, avec l'arrivée des génocidaires rwandais

(FDLR) en RDC. Le régime de Paul Kagame est régulièrement accusé par la RDC et l'ONU de soutenir la rébellion du M23 dans le Nord-Kivu, ce que le Rwanda nie, affirmant plutôt protéger ses intérêts contre les FDLR. Le conflit se caractérise par des tueries massives, le déplacement de millions de personnes et des tensions sécuritaires enracinées dans la vie quotidienne, mélangeant des questions de sécurité, de gestion des ressources et des tensions politiques internes à la RDC.



## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Ahou, B. (2015). Gouvernance et croissance économique : une analyse des effets de seuil. *Revue d'Economie Théorique et Appliquée (RETA)*. Vol. 5 N°2 P. 167-194
- Akin, A. (2013). La mesure de la fragilité des états du sud ayant été le théâtre d'une guerre pour les ressources. *Revue Tiers Monde*, Vol. 1, N°213, p. 87 à 104.
- Alou, M. T. (2009). La décentralisation en Afrique : un état des lieux de la recherche en sciences sociales . *Le politique en Afrique*, Editions Karthala, Paris, pp. 185-207.
- Amougou, T. (2007) Quel développement pour l'Afrique subsaharienne ? In: *Économie et Solidarités*, Vol. 38, n°2, p. 181-185 <http://hdl.handle.net/2078.1/165677>
- Apaza, C. (2008), La pertinence des indicateurs mondiaux de la gouvernance : un débat scientifique en cours, Dans *Revue française d'administration publique* N° 127, pages 591 à 599, Éditions Institut national du service public.
- Aron, R. (1962), *Paix et guerre entre les nations*, Calmann-Lévy, Paris, 1962, pp. 794.
- Aubert, B. (2025). République démocratique du Congo : escalade militaire, rivalités régionales et impasse diplomatique. Dans *Analyses / Afrique*. Revue IRIS-France. Mars 2025.
- Banque mondiale (2020). La Zone de libre-échange continentale africaine : économiques et distributifs. Washington, DC: Banque mondiale. Doi:10.1596/978-1-4648-1559-1.
- Banque mondiale. (2024). Documents préparatoires du Forum sur la fragilité . *Face à ce défi mondial du fléau de la fragilité, des conflits et de la violence* . Washington: Banque mondiale.
- Baré, J.-F. (2001). *L'évaluation des politiques de développement*. Paris: Editions L'Harmattan.
- Bayart, J.-F. (2021). *L'énergie de l'État. Pour une sociologie historique et comparée du politique*. Paris: La Découverte.
- Bekele-Thomas, N. (2023, Mai). ZLECAF : Saisir les opportunités pour une Afrique prospère. *Afrique Renouveau / Nations Unies*.
- Bénichoux, B. (2011, Avril). Un outil d'évaluation scientifique : le facteur d'impact. *Hegel* N° 4, p. 16 à 20.
- Bioy, A. (2021). La méthode qualitative et ses enjeux Dans *Les méthodes qualitatives en psychologie clinique et psychopathologie*, p. 21 à 33.
- Bonnelle, C. (2016). *La dynamique du conflit : au cœur de la pratique d'une médiatrice familiale*. Collection : Trajets. Editions Erès. P. 288
- Bosserelle, E. (2011). La guerre économique : forme moderne de la guerre ? *Revue française de Socio-Economie*. Volume 2, Numéro 8, P. 167 à 186.
- Boubacar Sanso Barry (2023), La rébellion de Wagner doit servir de leçon en Afrique, Dans *Courrier International* du 26 juin 2023, Paris.
- Bouchard, M.-A. (2006). Méthodologies et pratiques territoriales de l'évaluation en matière de développement durable. *journals.openedition.org*.
- Boulanger, P. (2021). Géopolitique des réseaux et de l'influence. Dans *Planète Médias* 2è édition. Armand Colin. 336 pages (P. 280 à 324).
- Bounat, U. (2023). Les mercenaires hier et aujourd'hui, dans *Revue Etudes* N°4308.
- Bourdet, Y. (2005). Limites et défis de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest. Asdi
- Bourgi R. & Lejeal F. (2024), Ils savent que je sais tout : Ma vie en Françafrique, Ed. Max Milo, 512 p.
- Boutaleb, O. (2022). La gouvernance des ressources naturelles en Afrique : le modèle botswanais . *Policy Paper* N° 18/22 , p. 16 pages.
- Boyer, R. (2015), Une théorie des crises. Dans *Économie politique des capitalismes*, Editions La Découverte, 378 Pages (de 80 à 103).
- Braillard, p. (1983). Quelques perspectives de développement de l'étude empirique des conflits internationaux. *Études internationales*, Volume 14, Numéro 2. Institut québécois des hautes études internationales, pp. 219-236.
- Briceno-Garmendia, V. F. (2010). Infrastructures africaines : Une transformation impérative. *Africa Development Forum. World Bank.*, p. 44 pages.
- Calas, B. (2011). Introduction à une géographie des conflits en Afrique. Dans *Cahiers d'Outre-mer* N° 255 Juillet-Septembre 2011. P. 295-320.

- Cannon, J. (2025). « Les principaux facteurs alimentant le conflit dans l'est de la RDC ». Mongabay. 45-3714703. USA In <https://fr.mongabay.com>, consulté le 22 Décembre 2024.
- Chrétien J.-P. & Kabanda M. (2016), *La région des grands lacs, laboratoire de l'idéologie opposant « hamites » et « bantous » (fin du XIX<sup>e</sup>-début du XX<sup>e</sup> siècle)*, Ed. Belin, 464 pages.
- Christin O. et al., (2024), « Guerre de Trente Ans. Refonder le droit des gens », *L'Histoire des religions, Histoire de la violence*, (2024/7-8 n° 521-522).
- Cogneau, D. (2016, avril). « Histoire économique de l'Afrique : renaissance ou trompe-œil ». *Annales Histoire, Sciences Sociales (Ecole des Hautes Etudes de Sciences Sociales)*, pp. 879-896.
- Collier, P. (2009). Commerce et performance économique : la fragmentation de l'Afrique importe-t-elle ? *Revue d'économie du développement* , pages 5 à 39 .
- Daloz, P. C.-P. (1999). *L'Afrique est partie ! Du désordre comme instrument politique*. Paris: Economica.
- David, C.-P. (2006). Des conflits postmodernes aux guerres prémodernes. Dans la Revue « La guerre et la paix ». Sciences humaines & sociales. Pages 131 à 160.
- David, C.-P. & Schmitt, O. (2020), Les causes des guerres, Dans *La guerre et la paix : Approches et enjeux de la sécurité et de la stratégie*, Presses de Sciences Po, 568 pages, (165 à 189).
- Deltombe T., Domergue M. & Tatsitsa (2019), *Kamerun ! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique (1948-1971)*, La Découverte, 976 pages
- Dembélé, D. M. (2015). Ressources de l'Afrique et stratégies d'exploitation. *La Pensée N° 381 de la Fondation Gabriel Péri (Paris)*, p. 150 pages.
- Devin, G. (2018). Le recours à la force. Dans *Sociologie des relations internationales* Pages 76 à 94.
- Diouf, A. (2006), Afrique : l'intégration régionale face à la mondialisation, Dans *Politiques étrangères*, Pages 785 à 797.
- Djikema, C. & Gatelier K. (2017). *Transformation de conflit : retrouver une capacité d'action face à la violence*. Paris, Editions Charles Léopold Mayer. 204 pages.
- D'Orasio P. (2025), « Minerais critiques : une instabilité qui fragilise les pays émergents et en développement », *The Conversation FR*, IESEG School of Management, Cape Town University.
- Dorier, E. & Mazurek, H. (2015), « Dynamiques territoriales du postconflit et de la reconstruction au Congo-Brazzaville », in *Hérodote* N° 158, pages 132 à 159.
- Doumbia, S. (2011), Surliquidité bancaire et sous-financement de l'économie : une analyse du paradoxe de l'UEMOA, Dans *Revue Tiers Monde* 2011/1 (n°205), pages 151 à 170.
- Duval, J. (2011), *La Dette ou la Vie*, (livre collectif coordonné par Damien Millet et Eric Toussaint), Prix du livre politique à Liège en 2011.
- Duval, J. (2017), « Pillage des ressources et Néocolonialisme », Dans *De la traite à la dette*
- Duval, J. (2018), « Ruée sur le cobalt: le sous-sol congolais aiguise les appétits des multinationales ».
- Estève, A. (2024). *Géopolitique de l'environnement*, Que sais-je. 128 pages.
- Favennec, J.-P. et al. (2009), *L'énergie en Afrique à l'horizon 2050*. Etude commandée par la Banque Africaine de Développement & l'Agence Française de Développement.
- Fawaz, M. M. (2021). *La dynamique des conflits armés : contribution à une analyse interdisciplinaire : l'apport de l'économie et du droit*. Economies et finances. Université de Bordeaux.
- Fawaz, M. M. (2021) *Rivalités régionales et financements des insurrections*. Dans *Revue d'économie politique*. Vol. 6 N°131. Pages 927 à 950.
- Ferey, A. (2024). Les mots, armes d'une nouvelle guerre ? Le décryptage du poids des discours dans les conflits contemporains, leurs enjeux, leurs impacts. Ed. Stock.
- Fisher R. & Ury W. (2006), *Getting to Yes : Negotiating an Agreement without Giving in*, Penguin, 240 p.
- Gaudiaut, T. (2023). *Economie mondiale. Les BRICS cherchent à étendre leur influence au niveau mondial*. Statista.
- Gauthier, B. (1992). *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données*. Québec: Presses Universitaires du Québec.
- Gazibo, M. (2010). *Introduction à la politique africaine*, Presses de l'Université de Montréal. 292 pages.
- Gea, M. (2017). La coopération entre unités d'intervention : enjeux, perspectives et rôle des forces armées. *Revue Défense Nationale* Vol. 6 N° 801. P. 184 à 189.

- Géronimi, P. H. (2003). Les économies en développement à l'heure de la régionalisation. *Hommes et Sociétés*, Ed. Karthala, p. 33 à 79.
- Giovalucchi, F. (2019). Entre illusions et espoirs, une Afrique émergente ? Dans *Quel avenir pour l'économie africaine ? - Réalités industrielles*. 100 pages.
- Giraud, J. & Pamart P. (1974), *Les Nouveaux mots dans le vent*, Larousse, Paris, 271 p.
- Godard, X. (2003). *Les transports et la ville en Afrique au sud du Sahara*. Paris: Karthala.
- Goerg, O. et al. (2013). Les indépendances en Afrique : L'évènement et ses mémoires, *Presses universitaires de Rennes*, p. 474.
- Goetschel, L. et Péclard, D. (2006) « Les conflits liés aux ressources naturelles. Résultats de recherches et perspectives », *Annuaire suisse de politique de développement*, 25-2 | Pages 95-106.
- Grandval, S. & Hikmi, A. (2005), L'apport de la théorie des jeux à la démarche d'analyse stratégique. Dans *Vie & sciences de l'entreprise* (N° 168 - 169), pages 6 à 19
- Grelley, P. (2012). Contrepoint - La méthode expérimentale. *Informations sociales*, p. 23.
- Guangzhe Chen (2024) La terre, un enjeu capital pour lutter contre le changement climatique et combler le manque d'infrastructures. Blogs.worldbank.org
- Guinochet, F. (2023). *Guerre en Ukraine : la France est-elle en économie de guerre ?* (Eco, Interprète) Radio France, Paris.
- Giovalucchi, F. (2019). Entre illusions et espoirs, une Afrique émergente ? Dans *Annales des Mines - Réalités industrielles*, Vol. 3, p. 24 à 28.
- Guisnel, J. (2011). *Les armes de corruption massive*. Paris, La Découverte.
- Guyetant-Fauvel, C. (2009). *La portée novatrice du développement durable dans la maîtrise aménagiste. Faut-il passer d'une logique d'incertitude à une logique d'inconcevable?* Les leçons de l'expérience marocaine. Géographie. Université Joseph-Fourier - Grenoble I
- Hagy, J. (2015). *L'art de la guerre*. Ed. Marabout, 256 pages
- Hountondji, G. (2015). La théorie de l'optimum économique. Dans *Comprendre la microéconomie*, Presses Universitaires de Grenoble, 202 pages (P. 87 à 110).
- Hugon, P. (2001). Les conflits armés en Afrique. *Revue Internationale et Stratégique / Volume 3 (n° 43)* P. 152-169.
- Hugon, P. (2003). Les conflits armés en Afrique : apports, mythes et limites de l'analyse économique. *Revue Tiers-Monde / Volume 4 (n° 176)* P. 829-855 .
- Hurgon, P. (2006). Conflits armés, insécurité et trappes à pauvreté en Afrique. Dans *Afrique contemporaine 2006/2 (n° 218)*, De Boeck Supérieur, 230 pages.
- Hugon, P. (2009). Le rôle des ressources naturelles dans les conflits armés africains . *Hérodote Vol. 3, N° 134*, p. 63 à 79.
- Huybrechts, A. (1971). Le rôle du progrès des transports dans les économies sous-développées . *Revue économique* N° 22, pp. 140-162.
- Igalens, C. R. (2018). Les méthodes quasi-expérimentales . *Les méthodes de recherche de Doctorate in Business Administrative* , p. 241 à 256.
- Ighobor, K. (2014). Ressources minières : la fin d'une malédiction ? L'Afrique veut transformer son industrie minière. Dans la *Revue Afrique Renouveau*.
- Jacquemot, P. (2009). L'économie politique des conflits. *Afrique contemporaine Vol. 2 N° 230*, p. 187 à 212.
- Kamara, L. & d'Hauteville, B. (1972) Aspect juridiques de l'intégration économique en Afrique. *Revue Tiers Monde* N° 51 pp. 531-539
- Kaufmann, D., Kraay, A. & Mastruzzi, M. (2010), *The Worldwide Governance Indicators: Methodology and Analytical Issues*. World Bank Policy Research Working Paper N° 5430, <https://ssrn.com/abstract=1682130>
- Kenge, D. (2023) : Piste des solutions à la crise sécuritaire à l'est de la république démocratique du Congo, Consulté le 3 Mai 2024. <https://doi.org/10.4000/etudescaribien.29430>.
- Kimbambu, J.-P. (2012). Civil Wars and Economic Growth in DRC. *Munich Personal Archive*, p. 15 pages.
- Kindt, J. (2023) *The Trojan Horse and Other Stories Ten Ancient Creatures That Make Us Human* Cambridge University Press of Sydney, 356 pages

- Kirat, T. & Torre, A. (2007). Quelques points de repères pour évaluer l'analyse des conflits dans les théories économiques, avec une emphase particulière sur la question spatiale. *Géographie, économie, société* N°2 (Vol. 9), pages 215 à 240.
- Kirat, T. (2007). Conflits d'usages et dynamiques spatiales. *Géographie, économie, société* N°2 (Vol. 9) Editeur Lavoisier, Paris, 243 Pages, p. 215 à 240.
- Klare, M. (2001) *Resource Wars : the New Landscape of Global Conflict*, Metropolitan Books, New York, 2001.
- Koulakoumouna, E. (2012). « Transport routier et effectivité de l'intégration régionale : enjeux et contraintes pour le développement durable au sein de la CEMAC. *Humanisme et Entreprise* n° 309, Editeur A.A.E.L.S.H.U.P, p. 61 à 84.
- Kuwonu, F. (2015). Le retard de l'Afrique subsaharienne. Éliminer l'extrême pauvreté et la faim. Dans la Revue *Afrique Renouveau*.
- Lacorne D. & al. (2014), *Tensions, guerres, médiations*, Ed. Odile Jacob, 368 Pages
- Laval, V. (2019). La méthode expérimentale. *La psychologie du développement*, p. 131 à 148.
- Lavigne Delville, P. (2002). Le foncier et la gestion des ressources naturelles. *Mémento de l'Agronome*, Cirad/Gret/MAE, pp.201-221.
- Laville, C. (2018). L'analyse économétrique des conflits internes par l'approche causale : les évolutions d'une littérature en expansion. *Ferdi DT* P. 243.
- Lavrard-Meyer, J.B. (2016). *Économie du développement : les enjeux d'un développement à visage humain*. Paris: Armand Colin.
- Lempereur, A. P. (2011). Faciliter une solution négociée aux conflits. *Revue française de gestion* Volume 1 N° 210, 176 pages, p. 51 à 66.
- Le Sauce, C. (1992). L'effet de seuil et la protection de l'environnement. Dans la Revue Juridique de l'Ouest Numéro spécial. Pages 76-91.
- Lessmann, C. (2015). Regional inequality and internal conflict. *German Economic Review*, 17 (2), 157–19.
- Luttwak, E. N., *Le grand livre de la stratégie, de la paix et de la guerre*, Paris, Odile Jacob, 2<sup>e</sup> éd. (1<sup>ère</sup> éd. 1987), 2002, 400 p.
- Macron, E. (2023). Déclaration de M. Emmanuel Macron, président de la République, sur les principaux facteurs de la souveraineté européenne. à La Haye, Pays-Bas.
- Mandefu Malemba, O. (2025), « Les causes des conflits armés dans la partie Est de la République démocratique du Congo « Analyse et Perspective », *International Journal of Progressive Sciences and Technologies (IJPSAT)*, Vol. 52 No. 2 September 2025, pp. 479-485
- Margron V. (2025), « L'impunité des agresseurs demeure dans l'Église », Dans L'interview accordée au journal « Le Point », le 26/08/2025.
- Mason, S. & Rychard, S.(2005), *Outils d'analyse des conflits*, Agence Suisse de Développement et de Coopération.
- Masson, P. & Pattillo, C. (2002), "Monetary Union in West Africa: An Agency of Restraint for Fiscal Policies?" *Journal of African Economies*, Vol. 11 (September), p. 387–412
- Masson, P. & Pattillo, C. (2004), Une monnaie unique pour l'Afrique ? Dans *Finances & Développement*, Washington : Brookings Institution.
- Maucourant, J. (2013). *Théorie du système prédateur (une lecture de Thorstein Veblen)*. Presses de l'IFPO.
- Mazurek, E. D. (2015). *Dynamiques territoriales du postconflit et de la reconstruction au Congo-*
- Mazzucchi, N. (2021), *L'arme de l'information dans les conflits armés*, Dans *Les guerres de l'information à l'ère numérique*, Presses Universitaires de France, 456 pages 35 à 54.
- Mbembe A. (2020), *Brutalisme*, Sciences Humaines, La Découverte, 246 pages.
- Meisel, N. & Ould Aoudia, J. (2008). L'insaisissable relation entre la bonne gouvernance et le développement. Dans *Revue économique* Vol. 59 N°6 Pages 1159 à 1191.
- Melzer N. (2009) « Guide interprétatif sur la notion de participation directe aux hostilités en droit international humanitaire », [http://www.icrc.org/fre/assets/files/other/icrc\\_001\\_0990.pdf](http://www.icrc.org/fre/assets/files/other/icrc_001_0990.pdf)
- Menuet, M. & Pietri, A. (2019) *Économie des conflits : histoire, méthodologie et enjeux de la recherche*. *Revue française d'économie*, Volume 34, N°3. P. 3 à 21.



- Mintoogue Y. (2020), *Géographies de l'insoumission et variations régionales du discours nationaliste au Cameroun (1948-1955)*, Cahiers d'Etudes Africaines, Varia, OpenEdition Journals n°238.
- Moigne, J.-L. L. (1977). *La théorie du système général*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Morgan, T. & Palmer, G. (2000), A Model of Foreign Policy Substitutability : Selecting the Right Tools for the Job(s), *Journal of Conflict Resolution*, 44 (1), 11-32.
- Nations Unies. (2020). *Evaluation des impacts économiques et sociaux de la pandémie de COVID-19*. Brazzaville: UN CONGO.
- Naudet, J. D. (2012, avril). Évaluations d'impact : un outil de redevabilité ? Les leçons tirées de l'expérience de l'AFD . *Revue d'économie du développement (Vol. 20)*, pp. 27-48.
- Ndiaye, S. (2013) Sokhna Ndiaye. (2023), *Opérationnalisation de la sensibilité aux conflits en contexte complexe : Leçons du Liptako-Gourma*, Conseil danois pour les réfugiés.
- Niquet, V. (2022), *L'art de la guerre*, Editions de la Martinière, 216 pages
- North, D. (2005), *Le processus du développement économique*, Paris, Éditions d'Organisations (éd. originale : *Understanding the Process of Economic Change*, Princeton University Press, 2005).
- Nóvoa, A. et al. (2021) Repenser nos futurs ensemble, Rapport de la Commission internationale sur Les futurs de l'éducation, Unesco, 210 pages.
- Nzila Yaav, G. (2020). *Approche de deux théories sur l'origine des conflits et démocratie au regard de la sapientielle africaine*. Transversales, 542 pages.
- Nzila Yaav, G. (2023) *Les conflits sociopolitiques en République Démocratique du Congo: une analyse dans la perspective de Paul Ricoeur*, Thèse de doctorat. Université Bourgogne Franche-Comté, 540 p.
- Olakounlé Yabi G. (2023), *Coopération Bénin-Rwanda*, Interview dans le journal Banouto, le 7 mai 2023
- Onana, C. (2023), *Holocauste au Congo : L'Ormeta de la communauté internationale*, Editions L'Artilleur, 504 pages.
- Orléan, A. (2011). *L'empire de la valeur. Refonder l'économie*. Paris, Seuil.
- Peixoto, A. C. (1977) La théorie de la dépendance : bilan critique, Dans *Revue française de science politique*. N° 27 Pages 601-629
- Perroux, F. (1981). *Pour une philosophie du nouveau développement*. Paris: Les presses de l'Unesco.
- Petit, M. (2011). *Pour une agriculture mondiale productive et durable* 120 pages. Paris: Éditions Quæ.
- Picouleau, F. (1997). Le conflit, une opportunité de changement. Dans la *Revue Autres Temps* N° 53
- Pietri, A. (2015). *L'analyse économique d'un conflit : théories et applications*. Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne – Centre d'Economie de la Sorbonne.
- PNUD (2007). Introduction Axe thématique II : Construction des indicateurs de gouvernance, 128 pages.
- Poreau, B. (2018), Education et prévention des conflits en Afrique, Dans *Humanisme* Vol. 4 (N° 321), pages 28 à 32
- Porteous, T. (2003). L'évolution des conflits en Afrique, Dans *Politique étrangère*, Revue Persée N° 2, 68<sup>ème</sup> année, pp. 307-320
- Pourtier, R. (2002) : Le Congo (RDC) entre guerre et pillage (the Congo RDC amid war and plunder). Bulletin de l'association des géographes français, France, In [https://www.persee.fr/doc/bagf\\_0004-322\\_2002\\_num\\_79\\_2\\_2274](https://www.persee.fr/doc/bagf_0004-322_2002_num_79_2_2274), consulté le 07 Novembre 2024.
- Pruitt, D. (2010). « Ceux qui étudient le conflit doivent être particulièrement flexibles et prêts à changer leur manière de penser et d'approcher les choses ». Conflits et négociation : un demi-siècle de recherche en psychologie sociale. *Négociations* 2010/1 (n° 13), P. 99-113.
- Quinet, E. (1998). *Principe d'économie des transports*. Paris: Edition Economica.
- Raffinot, M. (2010, Janvier). L'appropriation des politiques de développement : de la théorie à la pratique. *Mondes en développement* N°149, p. 87 à 104.
- Ricœur, P. (1990). *Soi-même comme un autre*, Paris, Seuil, 300 pages.
- Robbins, A. (2012). *Pouvoir illimité*. Paris: Editions Robert Laffont.
- Rocard, M. (2002). Le développement de l'Afrique, affaire de volonté politique. *Revue Études* N°1 Tome 398, S.E.R., Pages 21 à 31.

- Roméo, L. (2023) : *Quels sont les principaux groupes armés actifs dans l'Est de la Rd Congo ?* In France 24.com
- Rongère, P. (1997). *Méthodes des Sciences sociales*. Paris, Editions Dalloz.
- Sachs, J. & Warner, A. (2001). *The curse of natural resources*. European Economic Review, p. 25.
- Saudubray, F. (2008, mars). Les vertus de l'intégration régionale en Afrique. *Afrique contemporaine* n°227, p. 175 à 185.
- Schmidt, C. (1991). *Penser la guerre, penser l'économie*. Odile Jacob, Paris, 472 pages.
- Serfati, C. & Le Billon, P. (2007). Guerres pour les ressources : une face visible de la mondialisation. Dans *Écologie & politique*, N°34, pages 15 à 31.
- Sahouegnou M. R. (2025). « Le régionalisme coopératif comme modèle de pacification : le cas de la Confédération de l'Alliance des États du Sahel (AES), Thèse de doctorat en Sciences sociales, Rome.
- Sharif, T. (2015). Un moyen de réaliser les objectifs de développement durable. *Chronique ONU*.
- Siegel, D. (2008), Réflexion sur la stratégie, Dans *La Revue des Sciences de Gestion*, Vol. 2, N° 230, pages 15 à 23.
- Singer, W. P. (2013) La guerre connectée : les implications de la révolution robotique, Dans *Politique étrangère* 234 pages (Automne) Institut Français des Relations Internationales, pages 91 à 104.
- Smith, A. (1776). *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*. Québec: Presses Universitaires du Québec.
- Stearns J. (2018), *L'ancrage social des rébellions congolaises : Approche historique de la mobilisation des groupes armés en République démocratique du Congo*, *Revue Afrique contemporaine* N°265, De Boeck Supérieur, 184 pages
- Stearns, J. (2023) : *Un enfer passé sous silence : l'infâme guerre sans fin au Congo, le 1er mars 2023*. Les crises In <https://www.les-crisis.fr/un-enfer-passe-sous-silence-l-infame-guerre-sans-fin-au-congo/>. Consulté 19 janvier 2024
- Tchana, F. T. (2017, Mai). Rapport de suivi sur la situation économique et financière de la république du Congo. *Etudes de la Banque Mondiale*, p. 42.
- Thépot, J. (1998), *Gestion et théorie des jeux : l'interaction stratégique dans la décision*, Editions Vuibert Fnege, 266 pages.
- Theys, J. (2014) Le développement durable : concept sous-exploité ou idée dépassée ? Dans *Revue Points de vue* Vol. 5, N°1.
- Thiriot, C. (2009). *Le politique en Afrique : État des débats et pistes de recherche*, Sous la direction de Mamoudou Gazibo, Paris: Karthala.
- Tilly, C. & Tarrow, S. (2015) « Comment analyser le conflit », dans *Politique(s) du conflit*, Pages 63 à 92.
- Tison, S. (2011). *Comment sortir de la guerre ?* Presses Universitaires de Rennes, 424 p.
- Tissot, S. (2012). Les métamorphoses de la domination sociale : la bourgeoisie progressiste et les quartiers populaires, Dans *Savoir/Agir*, pages 61 à 68.
- Treuil, J.-P. (2008), *Modélisation et simulation à base d'agents*, Dunod, Paris, 352 p.
- Trudelle, C. (2003). A graph-based modelling approach for the representation and analysis of urban conflicts. *Computers, environment and urban systems*. University of Quebec.
- Turchin P. (2024), *End Times: Elites, Counter-Elites and the Path of Political Disintegration*, Penguin Books Ltd, 358 p.
- Union africaine (2015). *La stratégie africaine de lutte contre l'exploitation illégale*. Addis-Abeba. 35 p.
- University, T. U. (2005). The UCDP Armed Conflict Battle-Deaths Data. *The Uppsala Conflict Data Program (UCDP) defines an armed conflict as a contested incompatibility that concerns government or territory Oxford University Press*.
- Vahabi, M. (2011). Appropriation, violent enforcement, and transaction costs : a critical survey. *Public Choice*, 147 (1), 227-253.
- Vallée, O. (2012). « Kadhafi : le dernier roi d'Afrique ». *Politique africaine : Libye révolutionnaire, Vol.1 (N° 125)*, Karthala, 252 pages , p. 147 à 167.
- Viaut, L. (2020), La théorie des deux conflits. Dans *Les Cahiers de la Justice* N°2, pages 333 à 342.
- Vitalis, J. (2003), Les crises africaines : violence, pouvoir et profit. Dans la revue *Etudes* Vol. 12 (P.

585 à 595).

Wedaeli, C. (2025) : *Comment les rebelles de la RdCongo cherchent à exploiter la discrimination à l'encontre de la minorité tutsie*. Bbc news Afrique In <https://www.com>, consulté le 25 mars 2025.

Williams, W. (2019), *Frontières en évolution : La crise des déplacements de population en Afrique et ses conséquences sur la sécurité*, Rapport d'analyse N°8 du *Centre d'études stratégiques de l'Afrique*, Washington DC, 70 pages.

Wrong M. (2023), *Rwanda: Assassins sans frontières*, Ed. Max Milo, 544 pages.